

9 684 PROJETS ENREGISTRÉS À L'AAPI À FIN SEPTEMBRE 2024

Vers la création de 240 000 emplois

Le nombre de projets enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI) est en nette progression. En effet, pas moins de 9 684 projets sont enregistrés durant la période s'étendant du 1er novembre 2022 à fin septembre 2024. C'est ce que le DG de l'AAPI a annoncé hier depuis la wilaya d'Oum El Bouaghi, lors d'un Forum régional sur l'investissement sous le slogan : «wilaya d'Oum El Bouaghi : Votre porte d'entrée pour un investissement réussi». P 3



TRANSPORT MARITIME **Nécessité d'améliorer l'efficacité des opérations portuaires**

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana, a souligné depuis Skikda, la nécessité d'améliorer l'efficacité des opérations portuaires, tant sur le plan logistique que commercial, afin de suivre l'évolution du volume des échanges commerciaux.

P 2

UN EXPOSÉ DÉTAILLÉ PRÉSENTÉ AU MINISTRE AOUN **L'Italien Iveco s'implante en Algérie**



L'année 2023 a été le théâtre de nombreux lancements qui ont insufflé une nouvelle vie au secteur automobile en Algérie. Cette année 2024, plusieurs partenaires se sont engagés également pour s'installer et produire dans notre pays, à l'instar de l'Italie qui a déjà un ancrage, et qui semble être déterminée à concrétiser son projet de lancer une chaîne de fabrication de camions de moyens et lourds tonnages. C'est en cela qu'hier le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, a reçu au siège du ministère de l'Industrie une délégation du complexe italien de fabrication de véhicules (IVECO).

P 3

COMMERCE **Des mesures pour réguler les marchés**

Sous l'impulsion du président de la République, des actions sont menées pour lutter contre les pénuries, la spéculation et les hausses de prix, soulignant ainsi l'importance de la régulation des marchés au sein du gouvernement. Des mesures sont prises pour stabiliser l'offre et les prix dans un contexte de volatilité internationale et de hausses internes. Le blé, le café, les pommes locales et les lubrifiants pour véhicules sont dans le viseur du ministère du Commerce, a indiqué Ahmed Mokrani, directeur général de la régulation des activités commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations.

P 5

PÉTROLE
**Le Brent à plus
de 79 dollars** P 2

RENTÉE PROFESSIONNELLE
2024-2025
**Les nouvelles technologies
en tête d'affiche** P 5

COMMISSION DE PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
**La nouvelle loi de gestion
des déchets présentée** P 5

ALNAFT

Signature d'un mémoire d'entente avec la société qatarie "Gulf Pétroleum"

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a signé, hier à Alger, avec la société qatarie "Gulf Petroleum Limited" un mémorandum d'entente visant à faciliter et à renforcer les liens de coopération entre les deux parties dans le domaine des hydrocarbures, a indiqué un communiqué de l'Agence. La cérémonie de signature de ce mémorandum, qui s'est déroulée au siège d'ALNAFT, a été présidée par le président d'ALNAFT, Mourad Beldjehem et le président de la société qatarie "Gulf Petroleum Limited", Abdel Aziz Hamad Al-Dalimi, en présence des membres du Comité de direction de l'Agence, ainsi que d'une délégation qatarie de haut niveau, a précisé la même source. Cet accord vise à "faciliter" et à "renforcer" les liens de coopération entre les deux parties dans le domaine des hydrocarbures, notamment à travers la présentation d'opportunités d'investissement dans l'activité exploration et production des hydrocarbures en Algérie, faite par l'agence ALNAFT à Gulf Petroleum, a-t-on souligné dans le communiqué.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 79 dollars

Les cours du pétrole baissent légèrement mardi, après avoir atteint la veille le seuil de 80 dollars, le plus haut niveau du Brent depuis plus d'un mois, poussé par la situation au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre, qui avait dépassé les 80 dollars lundi, perd 2,05% à 79,27 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, baisse de 2,15% à 75,48 dollars. Les craintes sur l'approvisionnement du Moyen-Orient en raison du conflit dans la région influent sur l'évolution du marché pétrolier, selon des experts qui n'écartent pas à court terme une hausse des cours à cause de la persistance du conflit et de ses possibles conséquences sur l'approvisionnement mondial.

TRANSPORT MARITIME

Nécessité d'améliorer l'efficacité des opérations portuaires

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana, a souligné depuis Skikda, la nécessité d'améliorer l'efficacité des opérations portuaires, tant sur le plan logistique que commercial, afin de suivre l'évolution du volume des échanges commerciaux.

Synthèse S R.

« Dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant à stimuler le commerce extérieur, il est nécessaire d'optimiser et d'améliorer l'efficacité de l'exploitation des ports, tant sur le plan logistique que commercial, afin de suivre l'évolution du volume des échanges et de soutenir, ainsi, l'économie nationale », a déclaré le ministre, à la presse, en marge d'une visite d'inspection à l'Entreprise portuaire de Skikda.

Après avoir salué les efforts consentis par l'Etat dans tous les secteurs, notamment celui des transports, Zahana a souligné la nécessité de remédier aux insuffisances observées dans le port de Skikda et de parachever les projets vitaux qui l'accompagnent, tels que le raccordement aux réseaux routier et ferroviaire, et l'amélioration de son infrastructure de transport pour faciliter la circulation des marchandises et l'exportation des produits algériens.

Un exposé détaillé a été présenté, à cette occasion, par les cadres de l'entreprise, relatif aux plus importantes réalisations concrétisées par l'entreprise portuaire entre le début de l'année 2024 et la fin du mois de septembre dernier, ainsi qu'aux efforts continus visant à améliorer son service, sa performance commerciale et



économique. Il a également été précisé que le port de Skikda a enregistré un mouvement total de marchandises de 18.070.613 tonnes, soit une augmentation de 4% par rapport à la même période de 2023, en raison, notamment de l'accroissement du mouvement des hydrocarbures, à hauteur de 4% et des marchandises générales à hauteur de 5%. Le ministre des Transports a mis l'accent, à cet égard, sur la nécessité de déployer des « efforts concertés » pour « rétablir le statut réel de cette institution économique afin de promouvoir le développement économique, local et national ». Il a également instruit les gestionnaires du port d'œuvrer en coordination avec

tous les acteurs, dont les services de la Sûreté nationale et des Douanes algériennes, et les opérateurs économiques, pour accélérer le traitement des conteneurs en assurant un travail en continu, 7 jours sur 7, y compris les jours fériés. Le premier responsable du secteur, accompagné du wali de Skikda, Mme Houria Meddahi, et des autorités locales civiles et militaires, a inspecté le quai réservé aux colis lourds et l'état d'avancement des travaux du projet de terminal à conteneurs au sein du port pétrolier relevant du groupe Sonatrach, dont le taux d'avancement est de l'ordre de 95 % et qui est destiné à contribuer à la réduction du coût de transport des conteneurs.

INTERDICTION DE L'IMPORTATION DE PRODUITS SIDÉRURGIQUES

L'Abef apporte des précisions

Par R E.

L'Association des banques et des établissements financiers (Abef) a apporté des précisions sur l'interdiction de certains produits sidérurgiques destinés à la revente en l'état ou à la transformation. Dans une nouvelle Note adressée aux banques, l'Abef a indiqué que seule l'importation du produit: fil machine en autres aciers alliés demeure suspendue. Elle a informé qu'additivement à la précédente note, « il est précisé aux banques que seule l'importation du produit: fil machine en autres aciers alliés, sous la position tarifaire douanière Autres n° 7227 90 00 00, demeure sus-

pendue, qu'il soit destiné à la revente en l'état ou à la transformation. » « A cet effet, il vous est demandé d'instruire vos services concernés, afin de prendre toutes les dispositions nécessaires, pour l'application de cette mesure », lit-on dans la note diffusée sur les réseaux sociaux. Selon la précédente note de l'Abef, il a été demandé aux banques « de ne plus accepter les demandes de domiciliation bancaire liées à l'importation de certains produits sidérurgiques, destinés à la revente en l'état ou à la transformation ». Il est précisé aussi que « les opérations d'importation de ces produits, réalisées avant la date de signature de cette cor-

respondance (correspondant à la date de signature de la lettre du Ministère du Commerce), justifiées par une domiciliation bancaire ou un document d'expédition (titre de transport faisant foi), ne sont pas concernées par cette décision d'interdiction ». En tout, 16 position douanières de produits sidérurgiques sont touchées par cette interdiction, parmi lesquelles des produits laminés plats en fer ou aciers non alliés d'une largeur de 600 MM ou plus plaqués ou revêtus, profilés en fer ou en aciers non alliés, des fils machine en aciers allés, des palplanches en fer ou en acier, autres tubes, tuyaux et profilés en fer ou en acier, et des appareils d'arrosage et les stations d'irrigation.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

9 684 PROJETS ENREGISTRÉS À L'AAPI À FIN SEPTEMBRE 2024

Vers la création de 240 000 emplois

Le nombre de projets enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI) est en nette progression. En effet, pas moins de 9 684 projets sont enregistrés durant la période s'étendant du 1er novembre 2022 à fin septembre 2024. C'est ce que le DG de l'AAPI a annoncé hier depuis la wilaya d'Oum El Bouaghi, lors d'un Forum régional sur l'investissement sous le slogan : « Oum El Bouaghi : Votre porte d'entrée pour un investissement réussi ».

Par Sirine R.

Ces projets, dont le nombre se rapproche de la barre de 10 000, totalisent un montant d'investissement dépassant les 4 170 milliards de DA, avec prévision de création de plus de 240 000 emplois, ajoute Omar REKKACHE dans son allocution devant les participants à ce forum régional. Parmi ces projets figurent 176 projets liés aux étrangers, dont 63 investissements directs étrangers (IDE) et 113 autres en partenariat entre opérateurs locaux et investisseurs étrangers de différentes nationalités. Le même responsable a également confirmé que ces projets ne sont pas de simples statistiques, mais plutôt une réalité tangible, dont la plupart sont effectivement entrés dans la phase d'achèvement, et l'Agence s'emploie à accompagner les porteurs de ces projets afin de les mettre concrètement en œuvre sur le terrain. « Nous accordons une grande importance pour la réalisation de ces projets, à travers un accompagnement adéquat pour les porteurs de projets et ce, dans le but de contribuer à atteindre l'objectif fixé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune visant à atteindre 20 000 projets d'investissement concrétisés sur le terrain d'ici la fin de son deuxième mandat, avec l'ambition de la créa-

tion de 450 000 postes d'emploi direct. Un objectif qu'est à la portée de l'Agence, car nous sommes le baromètre qui mesure l'ampleur de l'envie des porteurs de projets de s'engager dans cette démarche et leur envie croissante de concrétiser des projets », détaille-t-il. Quant à la plateforme numérique pour l'investisseur, Rekkache a révélé que depuis son lancement le 8 février 2024, 660 lots de fonciers ont été proposés dans 47 wilayas et le nombre total de candidatures au 2 août a atteint 3 992 candidatures, à la suite desquelles 391 autorisations d'octroi ont été accordées. Dans son discours d'ouverture de ce Forum régional, en présence des walis de Khenchela, Souk Ahras et Tébessa, le DG de l'AAPI a rappelé la grande importance que le Président de la République attachait à la question de l'investissement, sur la base de laquelle ont été effectuées les réformes liées à l'investissement. Cette réforme est axée sur trois principaux piliers visant dans leur ensemble à inspirer confiance au client économique, qu'il soit national ou étranger. Il s'agit d'abord de mettre en place un nouveau système juridique et réglementaire stable; simplifier et faciliter les procédures, grâce à la généralisation de la numérisation, ce qui éliminerait tous les aspects de la bu-

reaucratie administrative et du favoritisme, et ajouterait de la transparence dans l'orientation des bénéfices, notamment le foncier économique destiné à l'investissement. La création d'une plateforme numérique de l'investisseur, considérée comme le seul outil exclusif pour le traitement des demandes du foncier, a donné de bons résultats jusqu'à présent. Enfin, l'intervenant a énuméré également l'adoption d'une stratégie de promotion des investissements aux grandes orientations de l'État issues des engagements du président de la République et du plan de travail du gouvernement. Dans le cadre de ce forum, une séance d'échanges a eu lieu avec la participation du DG de l'AAPI et du wali d'Oum El Bouaghi, ainsi que des cadres de l'Agence et des directions de wilayas, au cours de laquelle les préoccupations des investisseurs ont été entendues et des solutions adaptées ont été proposées dans le cadre de la réglementation en vigueur. En marge de cette occasion, des décisions finales pour les contrats de concession ont été remises aux investisseurs de cette wilaya activant dans les domaines de fabrication d'installations, d'accessoires et de pièces détachées automobiles pour véhicules ainsi que la fabrication de matériaux d'emballage en plastique.

NUMÉRISATION DES SERVICES FINANCIERS ET BANCAIRES

L'Algérie a accompli des "progrès significatifs"

Le ministre des Finances, M. Laaziz Faïd, a affirmé, hier, à Alger, que l'Algérie avait accompli au cours des dernières années des "progrès significatifs" en matière de transition numérique, traduits par les grandes avancées dans la numérisation des services financiers et bancaires ainsi que dans l'encouragement de l'innovation. Lors de l'ouverture de la Conférence internationale de haut niveau sur les paiements numériques en Algérie, le ministre a précisé que "le développement du secteur bancaire numérique s'inscrit dans le processus global de transition numérique, l'une des priorités du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et qui fait l'objet d'un suivi par les hautes autorités". Cette opération a permis de couvrir toutes les branches du secteur financier et d'accomplir "des progrès significatifs dans le processus de numérisation des services du secteur", à travers la création d'un Data Centre du ministère des Finances pour héberger tous les systèmes d'informations du ministère, ainsi que la numérisation des activités de la Direction générale des Domaines et de l'administration fiscale, a-t-il expliqué. Parmi les réalisations accomplies, figure la numérisation de la Direction générale des douanes par la création d'un Data Centre qui héberge un système d'information pour numériser toutes les procédures douanières, a fait savoir M. Faïd qui a confirmé que "l'Algérie a accompli pour de vrai des progrès significatifs dans ce domaine". Soulignant la priorité accordée au développement du secteur bancaire numérique dans le plan d'action du gouvernement, le ministre des Finances a rappelé les mesures prises par les autorités publiques, telles que l'actualisation des lois, l'introduction du e-paiement et de la monnaie numérique de la Banque centrale dans la loi monétaire et bancaire, permettant la création d'entreprises spécialisées pour les fournisseurs de services de paiement. Il s'agit également, dans le cadre de ces réformes, de la création d'une commission spécialisée chargée de mettre en œuvre une stratégie nationale de développement du e-paiement, tout en encourageant les entreprises de technologies financières modernes (FINTECH) à proposer des services financiers modernes et innovants. Relevant le rôle du e-paiement dans l'accélération de l'inclusion financière, le ministre a affirmé que ce service constituait "l'un des piliers du développement socioéconomique" et permet à chaque citoyen d'accéder à des services financiers sécurisés, reflétant ainsi "un changement profond dans la manière de concevoir l'économie ainsi que les relations entre l'Etat, les entreprises et les citoyens". L'approche algérienne pour la numérisation des systèmes de paiement et l'élargissement de l'usage des outils de paiement modernes vise principalement à réduire le volume de l'économie informelle, à lutter contre la falsification de la monnaie, à élargir l'inclusion financière, ainsi qu'à prévenir et combattre le blanchiment d'argent et la corruption, a-t-il précisé.

Par R. E.

UN EXPOSÉ DÉTAILLÉ PRÉSENTÉ AU MINISTRE AOUN

L'Italien Iveco s'implante en Algérie

Par Réda Hadi

L'année 2023 a été le théâtre de nombreux lancements qui ont insufflé une nouvelle vie au secteur automobile en Algérie. Cette année 2024, plusieurs partenaires se sont engagés également pour s'installer et produire dans notre pays, à l'instar de l'Italie qui a déjà un ancrage, et qui semble être déterminée à concrétiser son projet de lancer une chaîne de fabrication de camions de moyens et lourds tonnages. C'est en cela qu'hier le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, a reçu au siège du ministère de l'Industrie une délégation du complexe italien de fabrication de véhi-

cules (IVECO). La délégation italienne reçue par Aoun, était composée du Directeur General Iveco en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, M. Impeloso Carmelo, et de l'ambassadeur d'Italie en Algérie, M. Alberto Cotello. Selon des sources qui nous ont été rapportées, la délégation italienne avait pour but de finaliser ce projet. Au début, le partenaire italien, qui a initié les démarches d'implantation de l'usine avec le partenaire algérien, a présenté la politique poursuivie par le Complexe de Fabrication de Véhicules Iveco, qui devrait satisfaire la demande locale en premier lieu, et ensuite dans une deuxième étape exporter. Dans ce contexte, le ministre a salué

les relations bilatérales entre l'Algérie et l'Italie et a souligné la nécessité de développer une véritable industrie automobile basée sur la réalisation de l'intégration locale à travers le recrutement de manutentionnaires locaux et la nécessité de respecter le cahier des charges pour obtenir l'accréditation pour réaliser cette activité dans les plus brefs délais. Il faut se souvenir que ce projet lors de sa genèse, le groupe Iveco a soulevé la possibilité d'entrer sur le marché algérien et de là sur le marché africain à travers la mise en œuvre d'un projet de production de véhicules utilitaires de type moyen et lourd. L'accord de principe cote algérien n'a été donné que sur la base de s'inscrire au cahier

des charges de la filière automobile et d'en respecter les dispositions, notamment en ce qui concerne le respect du taux d'intégration locale établi (entre autres). Et pour plus de précision, le ministre a également tenu à choisir le partenaire professionnel approprié et compétent pour la réussite de ce projet, et à préparer une étude préalable sur le marché algérien pour connaître ses exigences. Ainsi donc, c'est la société algérienne Ferrovial (partenaire) qui va parachever le projet d'usine Iveco en Algérie et produira la gamme de Bus. Une fois opérationnelle, cette usine pourra générer jusqu'à 750 postes d'emploi directs et 1200 autres postes indirects.

IMPORTATION
DES CHÂÎNES DE
PRODUCTION ET
DES
ÉQUIPEMENTS
AGRICOLÉS
Début de
dépôt de
demandes

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, a annoncé lundi dans un communiqué, l'ouverture de l'opération de dépôt, via internet, des demandes d'octroi de l'attestation d'éligibilité relative à l'importation des chaînes et équipements de production ainsi que des équipements et matériels agricoles, utilisés. "Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique invite les opérateurs économiques et agriculteurs désirant importer des chaînes et équipements de production ainsi que des équipements et matériels agricoles, à déposer leurs demandes sur la plateforme numérique dédiée à cet effet : <http://cepema.industrie.gov.dz>", est-il indiqué dans le communiqué. Le traitement de ces dossiers se fera au niveau des directions des wilayas de l'industrie, fait remarquer la même source. A noter que cette démarche vient en application des dispositions du décret exécutif n 24-241 du 22 juillet 2024 relatif aux modalités de dédouanement, pour la mise à la consommation, des chaînes et équipements de production ainsi que des équipements et matériels agricoles, utilisés.

CONTREBANDE À LA FRONTIÈRE CÔTE D'IVOIRE-GUINÉE
Saisie de plus de 1.000 tonnes de cacao

Les forces de sécurité de la Côte d'Ivoire ont saisi lundi 33 camions transportant environ 1.100 tonnes de fèves de cacao de contrebande à la frontière avec la Guinée, ont appris des médias lundi auprès des autorités de régulation du café et du cacao en Côte d'Ivoire. Suite à une information anonyme, les douaniers ont mis en place un dispositif pour repérer et intercepter le convoi frauduleux. Plusieurs mois auparavant, les comités de lutte contre la fuite du cacao installés dans les zones ouest et est du pays avaient permis la saisie d'importantes quantités de cacao qui étaient sur le point de franchir la frontière à

bord de camions. La fuite des produits agricoles constitue une préoccupation pour les autorités administratives ivoiriennes et les opérateurs de la filière. L'économie ivoirienne repose en grande partie sur l'agriculture, notamment le binôme café-cacao. Depuis plusieurs décennies, la Côte d'Ivoire occupe le rang de premier producteur mondial de cacao et de troisième producteur de café. A plusieurs occasions, les autorités ivoiriennes ont réitéré leur engagement à tout mettre en œuvre pour stimuler la production et conforter le pays dans la position qu'il occupe au niveau mondial.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	405,00	NC	0,00	-0,36	-5,53	7,82	7,41	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 280,00	NC	0,00	3,78	-1,77	6,84	7,89	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 293,00	NC	0,00	0,76	0,18	12,06	5,45	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,23	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	-3,31	-16,46	2,03	-	0	0,00

ALGÉRIE-CHINE

Nouvelle ère pour le partenariat stratégique



char-Tindouf-Ghara Djebilet qui «avance bien», a-t-il mentionné. Après avoir évoqué «un accord de principe sur les modalités de financement de certains projets importants», il a ajouté que les deux parties continuent à «promouvoir la coopération dans des domaines comme l'économie numérique, les énergies nouvelles, l'intelligence artificielle et la lutte contre la désertification». «Les entreprises chinoises ont exprimé leur volonté de venir investir en Algérie, considérée comme un marché connu pour ses qualités dans la région et sont confiantes dans les perspectives de développement de ce pays», a-t-il souligné. Après avoir indiqué que la « concertation politique s'est renforcée davantage entre les deux pays qui œuvrent ensemble à préserver la paix aux niveaux régional et international», le diplomate a conclu que la Chine «soutient fermement l'Algérie qui joue un rôle important au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et un rôle de pilotage sur la scène régionale».

FORUM PANAFRICAIN DE LA JEUNESSE

L'Algérie accueillera en novembre prochain la 4^e édition

via un dossier élaboré sous la supervision du CSJ, en coordination avec plusieurs secteurs publics concernés", selon la même source. Le Forum se tiendra "du 1er au 4 novembre 2024 dans la wilaya d'Oran, à l'occasion de la célébration de la Journée de la jeunesse africaine (1er novembre), et coïncidera avec la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération", précise le communiqué. Cet événement se déroulera sous

le thème "Eduquer une Afrique adaptée au 21^e siècle : Construire des systèmes éducatifs résilients pour un accès accru à un apprentissage inclusif, tout au long de la vie, de qualité et pertinent en Afrique", avec la participation de 50 pays africains, selon la même source. Par ailleurs, une conférence de presse sera tenue prochainement par le président du CSJ, Mustapha Hidaoui, pour partager davantage de détails sur ce Forum, conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة وزرارة الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Octobre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	89	108	70	البطاطا
	Tomate	122	143	100	الطماطم
	Oignon sec	49	55	42	البصل الجاف
	All sec	412	473	351	الثوم الجاف
	Carotte	78	87	68	الجزر
	Navet	120	134	107	لفت
	Poivron	117	132	101	الفلفل الأخضر
	Piment	131	148	114	الفلفل الحار
	Courgette	163	179	147	الكوسة
	Haricot vert	236	260	212	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	131	145	117	الخس
Fruits frais	Pomme locale	407	519	295	التفاح المحلي
	Datte	525	665	385	التمر
	Melon	100	112	88	البطيخ الأصفر
	Pastèque	89	98	80	البطيخ الأحمر
	Poire	388	481	294	الأجاص
	Raisin	203	255	151	العنب
Produits d'origine animale	Banane	424	438	410	الموز
	Viande bovine locale	1770	1909	1632	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	431	444	418	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البويض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	حليب البقر (لتر)	94	99	89	

COMMERCE

Des mesures pour réguler les marchés

Sous l'impulsion du président de la République, des actions sont menées pour lutter contre les pénuries, la spéculation et les hausses de prix, soulignant ainsi l'importance de la régulation des marchés au sein du gouvernement. Des mesures sont prises pour stabiliser l'offre et les prix dans un contexte de volatilité internationale et de hausses internes. Le blé, le café, les pommes locales et les lubrifiants pour véhicules sont dans le viseur du ministère du Commerce, a indiqué Ahmed Mokrani, directeur général de la régulation des activités commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations.

Par Mourad A.

Lors de son intervention à la radio nationale, Ahmed Mokrani a souligné que la régulation des marchés en Algérie repose sur plusieurs axes stratégiques, notamment la réorganisation des marchés, la modernisation des contrôles et la promotion des exportations. Il a expliqué que le ministère du Commerce travaille en coordination étroite avec d'autres ministères pour maximiser l'exploitation d'environ 600 marchés non utilisés, répondant ainsi aux besoins des consommateurs. En parallèle, des efforts sont faits pour intégrer plus de 1 113 marchés informels dans des structures formelles. M. Mokrani a également évoqué la problématique des prix volatils à l'international, en particulier la hausse des prix du blé. Il a précisé que l'Algérie suit de près ces fluctuations afin de protéger son marché intérieur. Dans ce cadre, les stocks publics

jouent un rôle clé dans la prévention des pénuries et la gestion des hausses de prix. Le ministère a mis en place une plateforme numérique qui suit en temps réel les flux de produits de base tels que le sucre, l'huile, la farine et les pâtes, permettant ainsi une transparence accrue. De plus, il a souligné que le pays compte actuellement 2 699 supermarchés et 1 222 hypermarchés. Pour améliorer la gestion des marchés de gros, des projets sont en cours pour établir huit nouveaux marchés spécialisés dans les fruits et légumes. La numérisation des réseaux de distribution permet également de suivre la distribution de 13 produits alimentaires essentiels, allant des unités de production jusqu'aux points de vente au détail, garantissant ainsi une gestion optimale. En ce qui concerne le stockage, le réseau de distribution dispose de 17 651 stocks, avec un volume total de stockage atteignant 22,6 millions de mètres cubes.

Ces initiatives visent à stabiliser les prix et à répondre aux besoins des consommateurs en garantissant un approvisionnement régulier et fiable. Par ailleurs, le prix du café a fait l'objet de discussions en raison de son augmentation substantielle, passant de 1 200 à 1 800 dinars au niveau de la vente en gros. Pour atténuer cette hausse, l'État est intervenu avec un décret fixant les prix maximums de vente pour le café Robusta à 1 000 dinars par kilogramme et pour l'Arabica à 1 250 dinars. En complément, un budget de 5 milliards de dinars a été alloué pour compenser les importateurs et distributeurs touchés par ces hausses, un montant qui pourrait être revu à la hausse si nécessaire. Concernant d'autres produits alimentaires, comme les légumineuses, l'État garantit une disponibilité suffisante avec un stock de 350 000 tonnes. Cependant, des ajustements sont encore nécessaires pour certains produits, notamment le pois

chiche. En outre, une réflexion est en cours pour réformer le système de subventions sur certains produits jugés non essentiels, tels que le sucre, afin de mieux cibler les consommateurs les plus vulnérables. Cette réforme inclut également une révision des compositions des produits alimentaires transformés pour réduire les quantités de sucre, de graisses et de sel, en réponse aux préoccupations des experts en santé publique. Enfin, Mokrani a souligné que le gouvernement s'engage à réguler les prix d'autres produits, comme les pommes locales et les lubrifiants pour véhicules, tout en renforçant les contrôles contre la fraude, particulièrement dans la production de café, où des mélanges illégaux ont été découverts. Cette série de mesures témoigne de la volonté du gouvernement algérien de moderniser et de sécuriser les marchés tout en protégeant le pouvoir d'achat des citoyens.

RENTREE PROFESSIONNELLE 2024-2025

Les nouvelles technologies en tête d'affiche

Par M. A.

Parmi les innovations de cette année dans le secteur de la formation professionnelle, on note le lancement de nouveaux domaines de formation en adéquation avec les technologies modernes exigées par le marché. Ces nouvelles spécialités comprennent des filières dans les secteurs de l'agriculture, de la numérisation et des nouvelles technologies, afin de répondre aux besoins dynamiques du marché du travail et d'équiper les citoyens des compétences nécessaires pour s'adapter aux évolutions économiques et sociales. Le ministre de la

Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a officiellement lancé la nouvelle année de formation lors d'une cérémonie à l'Institut National Spécialisé de Formation Professionnelle "Khariss Boujemaâ" El Hamri à Oran. Cet événement, qui s'est tenu en présence du wali d'Oran, de membres du Parlement, ainsi que de représentants des autorités locales et de la société civile, marque une étape importante dans l'engagement du secteur en faveur du développement des compétences professionnelles. Merabi a souligné l'importance cruciale de la formation professionnelle pour soutenir l'économie nationale,

affirmant qu'elle représente un levier essentiel pour accompagner le développement durable et favoriser l'économie numérique. Dans son allocution, il a mis l'accent sur la nécessité d'une approche stratégique alignée sur les objectifs globaux de développement durable, en insistant particulièrement sur l'éducation des jeunes. Il a également précisé que le développement des compétences techniques et professionnelles est indispensable pour relever les défis du marché du travail moderne. Pour la rentrée de la formation professionnelle 2024-2025, le ministère a réservé 400 000 nouvelles places pédagogiques à l'échelle nationale,

un effort significatif pour élargir l'accès à la formation professionnelle. Ce programme a pour objectif de développer les compétences des jeunes et de renforcer leurs qualifications. Le ministre a également annoncé l'ouverture de 443 nouveaux centres de formation, contribuant ainsi à élargir l'accès à la formation professionnelle et à répondre aux besoins des communautés locales. Le secteur compte désormais plus de 1 220 établissements de formation à travers le pays. En outre, le ministère a consacré plus de 400 spécialités pour des formations sanctionnées par un diplôme d'État et plus de 140 spécialités pour des

formations qualifiantes de courte durée, couvrant 23 filières professionnelles adaptées aux spécificités de chaque région et en adéquation avec les exigences de l'économie nationale. En conclusion, Yacine Merabi a insisté sur la nécessité de renforcer les partenariats avec les institutions nationales et les entreprises, afin d'améliorer la qualité des formations et d'augmenter le taux d'emploi des diplômés. Sous le slogan "La formation professionnelle, autonomisation économique et gouvernance numérique", cette rentrée se veut un catalyseur pour le développement des compétences professionnelles en Algérie.

COMMISSION DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La nouvelle loi de gestion des déchets présentée

Synthèse R E.

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a présenté, avant-hier à Alger, un projet de loi modifiant la loi relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets, devant la Commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement de l'Assemblée populaire nationale (APN). Dans son exposé, la ministre a mis en avant les grands changements introduits à la loi 01-19 de 2001, en tête desquels l'introduction du concept de la responsabilité élargie du producteur (REP), contraignant tout opérateur générant des déchets potentiels à assurer leur recyclage. Dans ce cadre, le projet du texte propose de contraindre les opérateurs économiques à créer de coentreprises, re-

groupant des producteurs, des commerciaux et des spécialistes du recyclage, dans le but de récupérer et de valoriser les déchets qu'ils génèrent, sous le contrôle du ministère de l'Environnement. Cette activité sera financée par une contribution écologique provenant des producteurs et des commerciaux, ce qui permettra de transférer la responsabilité des charges relatives à la gestion des déchets aux producteurs au lieu de l'Etat. Le projet prévoit la création d'une stratégie nationale et d'un système de numérisation de la gestion intégrée des déchets, en sus de la révision et du renforcement des peines pénales et des sanctions, pour les rendre plus dissuasives, selon la ministre. Les nouveaux amendements concernent la modernisation des plans, national et de wilaya des ordures ménagères et assimilés (OMA), et du plan de wilaya de gestion des dé-

chets spéciaux, outre la révision de la hiérarchie des modes de traitement des déchets, en sus du remplacement progressif de l'utilisation des produits plastiques à usage unique. Recourir à l'enfouissement technique (CET) des déchets au lieu d'une gestion intégrée a induit une augmentation des coûts de traitement et une saturation accélérée des tranchées en raison de l'enfouissement quasi-total des déchets au lieu de les récupérer, a expliqué Mme Dahlab, relevant que «le futur cadre juridique» permettra de «porter la durée de vie des centres d'enfouissement à 150 ans sachant qu'elle ne dépasse pas les 30 ans actuellement». La première responsable du secteur de l'Environnement a souligné la nécessité de renforcer l'efficacité de gestion des communes. Par ailleurs, Mme Dahlab a rappelé la création depuis 2001 de 113 centres d'enfouisse-

ment technique des déchets ménagers, 119 décharges de contrôle des déchets ménagers auxquels s'ajoutent 39 dépôt de tri, 22 centres de tri et 26 stations de transfert. Depuis la même année de référence, six (6) stations de compostage, 39 centres d'enfouissement des déchets inertes et 39 stations de traitement des lixiviats ont été mis en place, a fait savoir Mme Dahlab, rappelant le réaménagement de 1700 décharges anarchiques, la création de 47 entreprises publiques à caractère industriel et commercial (EPIC) pour la gestion des CET en sus de l'élaboration de 1209 plan communal d'orientation. Depuis 2001, 39 opérateurs activant dans le domaine de l'exportation des déchets spéciaux et dangereux ont été habilités, 477 collecteurs de déchets spéciaux ont été accrédités, et 34 opérateurs ont été autorisés à transporter les déchets dangereux.

SÉTIF

Campagne de dépistage précoce du cancer du sein dans la zone isolée de Guenifa

Une campagne de dépistage précoce du cancer du sein, ciblant des femmes de différents âges dans la zone isolée de Guenifa, dans la commune de Boutaleb (sud de Sétif), a été lancée lundi à l'occasion du mois d' " Octobre Rose ", à l'initiative de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) d'Ain Azel. L'opération s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne organisée par cet établissement de santé à l'occasion du mois " Octobre Rose " pour le dépistage précoce du cancer du sein, qui constitue l'un des cancers les plus fréquents chez la femme, a indiqué Bachir Djarboua, directeur des services de santé au sein de l'ESPS.

Dans ce cadre, une équipe médicale composée d'un médecin et d'une sage-femme, s'est rendue dans de nombreux foyers répartis à travers les mechtas de la zone isolée de Guenifa pour y effectuer les examens nécessaires, dans le but de cette campagne sanitaire qui vise à permettre au plus grand nombre de femmes de la région, notamment dans les zones éloignées et isolées, de s'astreindre à un dépistage précoce de cette maladie, au titre d'une action de rapprochement des services de santé du citoyen, selon le même responsable.

A cette occasion, des conseils et des orientations ont été donnés sur la nécessité de l'auto-palpation, un geste que chaque femme devrait faire régulièrement dès lors qu'il permet de détecter toute suspicion de tumeur maligne et, partant améliorer le taux de guérison et réduire la mortalité causée par ce mal, a encore indiqué la même source.

La campagne doit se poursuivre à travers des visites périodiques (deux fois par semaine) dans les zones d'ombre et les régions isolées, en plus des consultations assurées dans les locaux de protection maternelle et infantile situés dans les polycliniques de la région, a conclu M. Djarboua.

DÉVELOPPEMENT LOCAL À SIKKDA

Plus de 300 milliards de dinars alloués

La wilaya de Skikda lance un vaste programme de développement local, avec une enveloppe financière de l'ordre de 317 milliards de dinars allouée à 319 opérations visant à améliorer les conditions de vie des citoyens à travers ses 38 communes.

L'amélioration de l'approvisionnement en eau potable constitue l'axe principal de ce plan, avec 104 opérations pour un montant de 110 milliards de dinars. Le programme comprend également 121 opérations d'assainissement, budgétisées à 82 milliards de dinars. Dans le domaine énergétique, les autorités locales ont entrepris plusieurs projets d'envergure, notamment le raccordement de 1.510 logements à l'électricité, nécessitant la mise en place de 38 kilomètres de réseau pour 25 milliards de dinars.

En parallèle, la connexion de 2.056 habitations au réseau de gaz naturel est en cours, avec l'installation de 148 kilomètres de conduites pour un investissement de 50 milliards de dinars. Les services de la wilaya ont également programmé 75 opérations d'éclairage public, représentant un investissement de 50 milliards de dinars. Il est à noter que les travaux se poursuivent actuellement pour raccorder 1.390 logements supplémentaires à l'électricité. Le développement des infrastructures sportives occupe également une place importante dans ce programme. Les autorités ont achevé la construction de 30 stades de quartiers dans les zones résidentielles, ainsi que la réalisation de 23 terrains de



proximité au sein des établissements éducatifs. La Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) a par ailleurs élaboré un programme visant à dynamiser les installations locales destinées aux jeunes.

Dans le secteur agricole, les réalisations sont tout aussi significatives avec la préparation de 100 kilomètres de pistes agricoles et l'ouverture de 42 kilomètres de nouvelles voies d'accès. Les autorités ont également lancé des procédures pour raccorder 289 exploitations à l'électricité rurale. Concernant les transports, un plan est en cours d'élaboration pour ouvrir de nouvelles

lignes de transport urbain, particulièrement dans les zones résidentielles récentes, et pour renforcer les lignes existantes avec des bus supplémentaires.

La daïra de Skikda connaît actuellement une croissance urbaine importante avec l'émergence de nouveaux pôles urbains tels que Bouzaaroura, Zef'Zef, M'siouène 1 et 2, ainsi qu'un nouveau pôle dans la commune d'El Hadaïek. Face à cette expansion, le directeur des Transports a reçu pour mission d'intensifier les efforts afin de combler les lacunes dans ce secteur vital.

CONSTANTINE

Plus de six milliards d'aides communales budgétées aux associations

Les élus de l'Assemblée Populaire Communale (APC) de Constantine ont approuvé avant-hier, samedi 5 octobre, l'octroi de plus de six milliards de centimes d'aides financières aux associations sportives et culturelles de la ville. Cette décision, prise lors d'une session ordinaire de l'APC, marque un soutien significatif au tissu associatif local. Parmi les bénéficiaires, le club de football Mouloudia de Constantine (MOC) se distingue avec une subvention de 900 millions de centimes. Au

total, ce sont 108 associations qui se partageront cette enveloppe, dont 87 associations sportives qui recevront plus de 4,9 milliards de centimes, tandis que 21 associations culturelles et de jeunesse se verront attribuer plus d'1,5 milliard de centimes. En parallèle, le conseil a statué sur la gestion des parkings municipaux. Cinq nouvelles autorisations d'exploitation ont été accordées pour des parkings situés dans divers quartiers de la ville, notamment sur l'avenue du 20 août 1955 et près de l'hôpital pé-

diatrique au plateau de Mansourah.

En revanche, cinq autres autorisations ont été révoquées pour diverses raisons, allant de la réaffectation d'espaces à des projets urbains jusqu'au non-respect des conditions d'exploitation par certains gestionnaires. Cette session a également été l'occasion de discuter de l'ajustement des conditions d'exploitation des parkings. Les élus ont notamment voté pour la suppression de la période de gratuité de deux ans précédemment accordée

aux exploitants, exigeant désormais le paiement des redevances dès le début de l'exploitation.

Ces décisions s'inscrivent dans une volonté de dynamiser la vie associative et sportive de Constantine tout en optimisant la gestion des espaces publics. Elles témoignent de l'engagement de la commune du chef-lieu de la wilaya à soutenir le développement local et à améliorer les services urbains pour les habitants de la ville.

SOUK AHRAS

Un nouveau pôle urbain sur les hauteurs de la zone d'Ain Sennour

Un nouveau pôle urbain sera réalisé sur les hauteurs de la région d'Ain Sennour, dans la commune de Mechrouha (Souk Ahras), a annoncé lundi le directeur de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, Mokdad Dhoub. Ce nouveau pôle urbain, situé à 7 km du chef-lieu de la wilaya, "permettra de désengorger la ville de Souk Ahras au plan de la densité urbaine dès lors que les programmes d'habitat et d'équipements publics dont la wilaya a bénéficié et bénéficiera dans les 10 prochaines années, y seront implantés", a-t-il expliqué à l'occasion d'une exposi-

tion inaugurée par les autorités locales à la Maison de la culture Tahar-Ouetar de Souk Ahras à l'occasion de la Journée mondiale et arabe de l'habitat (célébrée le premier lundi du mois d'octobre de chaque année). Le responsable a souligné qu'une assiette a, d'ores et déjà, été choisie dans ce nouveau pôle en vue de la construction de 1.600 logements de type location-vente (AADL) et de 1.000 logements publics locatifs affectés à la wilaya de Souk Ahras au titre de l'exercice 2024. M. Dhoub a également fait savoir que des "enquêtes foncières" étaient en cours dans les communes de M'daourouch,

de Sedrata, de Taoura et de Souk Ahras en vue de la création d'autres pôles urbains. De son côté, le wali de Souk Ahras, Abdelkrim Zinaï, a déclaré que de tels pôles urbains "permettront la création de nouvelles villes", rappelant la politique sociale de l'Etat en matière d'habitat et l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à faire réaliser, durant son deuxième mandat présidentiel, deux millions de logements au niveau national. "La wilaya de Souk Ahras ne sera pas en reste de cet important programme, c'est pourquoi, nous nous devons d'entamer dès à présent la prépa-

ration les assiettes destinées à la construction des logements qui nous seront attribués", a souligné le chef de l'exécutif local. L'exposition mise sur pied à l'occasion de la Journée mondiale et arabe de l'habitat, organisée, cette année, sous le thème : "Promouvoir le principe de la participation et de la transparence dans le processus de planification urbaine" a donné lieu à la présentation des plans de développement urbain ainsi que des statistiques relatives aux projets d'habitat achevés et à venir, en plus de fiches techniques sur les types de logements et les conditions d'attribution.

SELON MCKINSEY

Les combustibles fossiles représenteraient entre 40 et 60 % de la demande mondiale d'énergie en 2050

La transition énergétique est en marche, mais les émissions de gaz à effet de serre (GES) devraient continuer de croître jusqu'en 2025-2035, selon les divers scénarios présentés le 17 septembre par McKinsey & Company à l'occasion de la publication de son étude *Global Energy Perspective 2024*. Ces scénarios sont appelés « Sustainable Transformation », « Continued Momentum » et « Slow Evolution » par ordre décroissant en termes d'action vigoureuse contre le changement climatique.

Dans les trois scénarios, les émissions de GES déclineraient après 2025-2035, ce qui est une bonne nouvelle. Mais la mauvaise nouvelle est que, dans tous les cas selon McKinsey, ces émissions seraient en 2050 supérieures aux niveaux correspondant à l'atteinte de la neutralité carbone (Net Zero). La hausse moyenne des températures serait de 1,8°C dans le premier scénario (émissions de GES de 18 Gt de CO₂ équivalent en 2050), de 2,2°C dans le deuxième (35 Gt) et de 2,6°C (46 Gt) dans le troisième. L'augmentation serait donc supérieure au seuil de +1,5°C depuis l'ère préindustrielle. L'Accord de Paris (COP21, décembre 2015) vise à contenir l'augmentation moyenne des températures sur notre planète nettement en dessous de 2°C et à poursuivre les efforts mondiaux en vue de ne pas dépasser +1,5°C. La poursuite de la hausse des émissions de GES dans le court, le moyen ou le long

terme, selon le scénario retenu, s'explique principalement par deux éléments clés : la demande mondiale d'énergie continue d'augmenter et les combustibles fossiles conserveront longtemps une place importante dans le système énergétique mondial. D'ici à 2050, la demande énergétique augmenterait de 11 % dans le scénario « Continued Momentum » et de 18 % dans le scénario « Slow Evolution ». Cette demande serait évidemment tirée à la hausse par les pays émergents, qui représenteraient entre 66 % et 95 % de l'accroissement de la demande d'ici à 2050. En tête d'entre eux, selon McKinsey, l'Inde (+2,3 % par an pour sa demande d'énergie primaire sur 2023-2050), les pays de l'ASEAN (sud-est asiatique - +1,2 % par an), l'Afrique (+1 % par an) et le Moyen-Orient (+0,6 % par an). Ces pourcentages de croissance concernent le scénario central de McKinsey, « Continued Momentum ». Quant aux énergies fossiles, leur poids dans la consommation mondiale d'énergie serait compris entre 40 % et 60 %

environ en 2050, contre 78 % actuellement selon le *Global Energy Perspective 2024*. Cette part serait logiquement la plus faible (39 %) dans le scénario « Sustainable Transition » et la plus élevée dans le scénario « Slow Evolution » (61 %). Elle serait de 52 % avec le scénario central. La baisse des émissions de GES après leur pic sur la période allant de 2025 à 2035 sera essentiellement le résultat de la compétitivité économique des technologies bas carbone dans des secteurs tels que la génération d'électricité et les transports, notamment le solaire photovoltaïque et les véhicules électriques. Les politiques énergétiques de plusieurs pays contribueront également à favoriser ces technologies « propres » ainsi que les évolutions de la réglementation. L'électrification de l'économie se poursuivra à un rythme rapide. Entre 2023 et 2050, la consommation mondiale d'électricité pourrait plus que doubler, voire presque tripler, selon les scénarios de McKinsey, soit une croissance beaucoup plus rapide que celle de la consommation énergétique

dans son ensemble. Dans le scénario « Continued Momentum », la consommation d'électricité passerait de 25000 TWh en 2023 à 64000 TWh en 2050 (13 000 TWh en 2000), soit une hausse annuelle moyenne de 3,5 % (+3 % par an entre 2000 et 2023). Les usages traditionnels de l'électricité ont encore un potentiel de croissance et de nouveaux usages (les « data centers », les transports et l'hydrogène) se développent à une très grande vitesse. En 2050, les « data centers » pourraient représenter 5 % à 9 % (2500 à 4500 TWh) de la demande totale d'électricité du fait de l'explosion des besoins liés au cloud, aux cryptomonnaies et, last but not least, à l'intelligence artificielle. Dans le scénario « Continued Momentum », la consommation mondiale d'hydrogène « vert » atteindrait 179 Mt par an en 2050, contre moins de 1 M/an actuellement. La part des sources bas carbone dans la production mondiale d'électricité serait comprise entre 65 % et 80 % au milieu de ce siècle.

Source : Revue PetroStratégies

SURINAME

TotalEnergies vient de lancer un développement pétrolier offshore à \$10,5 milliards

Le compte à rebours a commencé. Le premier projet pétrolier offshore au Suriname devrait entrer en production en 2028 sur le bloc 58. Le potentiel pétrolier important du bassin offshore du Guyana et du Suriname, deux pays au nord de l'Amérique du Sud, se confirme de plus en plus. Le Guyana voisin est devenu producteur de pétrole fin 2019 et exportateur de pétrole début 2020 et, grâce à plusieurs développements par Exxon-Mobil sur le bloc de Stabroek, la production de ce pays est d'environ 640000 b/j actuellement (PETROSTRATEGIES du 22 avril 2024). Le bloc 58 est d'ailleurs adjacent à Stabroek. Le premier projet offshore du Suriname devrait produire du brut grâce à une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO), dont la capacité sera de 220000 b/j. Le FPSO a été conçu pour permettre le raccordement futur de champs satellites. L'objectif n'est pas forcément d'augmenter la production, mais de prolonger la durée du plateau. C'est également une major pétrolière, TotalEnergies, qui est à l'œuvre au Suriname.

Le groupe français détient une participation de 50 % sur le bloc 58 en association avec l'Américain APA Corporation (50 %). Il est l'opérateur de ce permis offshore. La compagnie nationale, Staatsolie Maatschappij Suriname N. V., a annoncé son intention d'entrer dans ce projet à hauteur de 20 % et cette opération devrait être finalisée avant juin 2025. Staatsolie a indiqué que ce développement pétrolier, nommé GranMorgu, était l'investissement le plus important jamais réalisé dans le pays. TotalEnergies estime le contenu local de ce projet à plus de \$1 milliard. Il permettrait la création de 6000 emplois dans le pays, dont 2000 emplois directs. La décision finale d'investissement a été prise le 1er octobre et le projet prévoit le développement de deux champs sur le bloc 58, Sapakara et Krabdagu, situés à 150 kilomètres au large de la côte du Suriname. L'opérateur a souligné que le développement était lancé un an seulement après la fin de la campagne d'appréciation. Cette campagne a permis

de confirmer le potentiel des deux champs cités ci-dessus. Les réserves récupérables sont supérieures à 750 Mb, ce qui donne un coût d'investissement de seulement \$14 par baril équivalent pétrole. Le CEO de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, a expliqué que GranMorgu s'inscrivait pleinement dans la stratégie du groupe visant à développer des projets pétroliers à bas coûts et à faibles émissions de gaz à effet de serre. Celles-ci sont estimées par l'opérateur à moins de 16 kg CO₂e par bep (émissions calculées sur la base des Scopes 1 et 2) grâce à l'utilisation de diverses technologies. Le FPSO sera ainsi totalement électrique et il n'y aura pas de torchage de routine du gaz associé, celui-ci étant totalement réinjecté dans les réservoirs. La chaleur fatale sera récupérée et un réseau de capteurs permettra de détecter d'éventuelles fuites de méthane. Cela fait plus de deux ans et demi, avec la découverte de Krabdagu (pétrole et gaz associé, février 2022), que le projet GranMorgu est sérieusement envisagé par TotalEnergies

(PETROSTRATEGIES du 28 février 2022 et du 25 septembre 2023). En septembre 2023, le coût de développement était évalué à environ \$9 milliards. Cinq découvertes ont été réalisées à ce jour sur le bloc 58 : Maka Central, Sapakara et Kwaskwasi en 2020, Keskesi en 2021 et Krabdagu en 2022. Le permis d'exploration avait été attribué à la firme américaine Apache, une filiale d'APA Corporation, en 2015. TotalEnergies est entré sur ce bloc à la fin de 2019 et en est devenu l'opérateur à compter du 1er janvier 2021. Le groupe français est très actif dans le bassin du Guyana et du Suriname. Dans le premier de ces deux pays, il détient des participations dans deux permis d'exploration, Canje et Orinduik, le long de la frontière maritime avec le Suriname, et il a obtenu en octobre 2023 le droit d'explorer le bloc S4. Au Suriname, TotalEnergies détient des participations dans les blocs 6 et 8, au sud du bloc 58, et 64.

Source : revue PetroStratégies,

EGYPTE

Le chocolatier suisse Barry Callebaut veut y implanter une usine

Un des leaders mondiaux sur le marché mondial du cacao et des produits dérivés, Barry Callebaut est surtout reconnu pour sa production de chocolat de haute qualité. Conforté par de solides performances financières, le groupe nourrit des ambitions de croissance en Afrique et au Moyen-Orient. En Egypte, le groupe suisse Barry Callebaut, leader mondial des produits à base de cacao et chocolat, a l'intention d'investir 30 millions \$ dans un projet de construction d'une usine de fabrication de chocolat. C'est ce qui ressort d'une rencontre qui s'est récemment tenue entre Vamsi Mohan, directeur régional du groupe pour l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient et Yasser Abbas, directeur général adjoint de l'Autorité générale pour l'investissement et les zones franches (GAFI) en Egypte. Selon les informations rapportées par le quotidien local Daily News, le dimanche 6 octobre cet investissement vise à améliorer l'approvisionnement du marché local en pleine croissance et à faire de l'Egypte un centre régional pour l'exportation des produits de Barry Callebaut vers les pays du Moyen-Orient et d'Afrique. D'après les projections formulées sur la plateforme Statista, les ventes sur le marché des confiseries en Egypte devraient générer 47,52 millions \$ de recettes en 2024 et croître de 10,53 % en moyenne par an jusqu'en 2029. Rappelons que Barry Callebaut a enregistré une croissance de 9,7 % de son chiffre d'affaires à 8,5 milliards de francs suisses (9,9 milliards \$) au cours de son exercice fiscal de 2022/2023. L'entreprise a également déclaré une hausse de 11,1 % de son chiffre d'affaires au cours du premier semestre de son exercice de 2023/2024 à 4,6 milliards de francs suisses (5,4 milliards \$).

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT EN TUNISIE

Un besoin pressant de renouveau

Depuis des décennies, le modèle de développement, basé sur des fondements hérités de l'après-indépendance, peine à répondre aux attentes d'une société en pleine mutation. La persistance des inégalités, l'immobilisme administratif et la dépendance à des secteurs économiques traditionnels montrent qu'il est temps pour la Tunisie de tourner la page et de bâtir un modèle plus inclusif, résilient et adapté aux défis contemporains.

La récente déclaration du Président de la République, lors de sa rencontre avec le Chef du gouvernement, souligne un constat qui, bien que largement partagé, reste encore à concrétiser : le modèle de développement tunisien est obsolète et ne répond plus aux exigences actuelles. En effet, depuis longtemps, les discours sur la nécessité d'un nouveau modèle se multiplient, mais les actions concrètes pour y parvenir sont rares. Dans ce contexte, un examen approfondi de ce modèle dépassé et la formulation de propositions pour un avenir plus adapté s'imposent.

Un modèle de développement à bout de souffle

Le modèle de développement tunisien actuel repose sur des bases qui datent de plusieurs décennies. Initialement conçu dans une pé-

riode postindépendance, il visait à moderniser l'économie, à créer des infrastructures et à améliorer les conditions de vie des citoyens. Cependant, à l'heure actuelle, ce modèle montre des signes évidents de faiblesse. Le premier écueil majeur est l'accroissement des disparités économiques et sociales. Bien que la Tunisie ait connu une croissance notable dans les années passées, celle-ci n'a pas été inclusive. Les zones côtières ont bénéficié de plus d'investissements, tandis que les régions intérieures, comme celles de l'ouest et du sud du pays, demeurent marginalisées. Cette répartition inégale des richesses a alimenté un sentiment d'injustice et d'exclusion parmi une grande partie de la population, accentuant les tensions sociales.

Un autre problème est la dépendance excessive aux secteurs traditionnels, notamment l'agriculture et le tourisme. Alors que ces

secteurs demeurent cruciaux, ils ne sont plus suffisants pour soutenir une économie dynamique dans un monde de plus en plus globalisé et technologique. Le secteur agricole souffre des effets du changement climatique, et le tourisme, bien qu'il ait des perspectives prometteuses, reste volatil en raison des crises politiques et sécuritaires.

Finalement et non moins important, la bureaucratie lourde et les lois désuètes, telles que celles relatives aux marchés publics, freinent la mise en œuvre de projets stratégiques. Le président Saïed l'a, lui-même, souligné en déclarant que des «dizaines de milliers de milliards ont été alloués à des projets dont les travaux n'ont jamais vu le jour». Cette inefficacité administrative nuit non seulement à l'économie, mais mine, également, la confiance des citoyens et des investisseurs.

PRÉVISIONS MOODY'S 2025-2027

Le PIB non pétrolier de l'Arabie saoudite devrait croître de 5,5%

Le produit intérieur brut réel hors hydrocarbures de l'Arabie saoudite devrait croître de 5 à 5,5 pour cent entre 2025 et 2027, grâce à l'augmentation des dépenses publiques, selon une nouvelle analyse. Dans son dernier rapport, l'agence de notation Moody's, basée aux États-Unis, a déclaré que cette croissance marque une amélioration par rapport à la croissance de 4,6 pour cent enregistrée en 2022-2023 et à la modeste croissance de 1,5 pour cent observée entre 2017 et 2019.

Les efforts du Royaume pour renforcer son secteur non pétrolier s'alignent sur les objectifs stratégiques de la Vision 2030, qui vise à diversifier l'économie et à réduire la dépendance à l'égard des revenus du pétrole brut. Moody's a souligné que des dépenses publiques soutenues seront essentielles pour soutenir les initiatives de diversification économique. "Bien que nous nous attendions à ce que l'activité économique hors hydrocarbures reste robuste, les risques de baisse des

prix du pétrole et des niveaux de production amplifieront l'arbitrage entre la mise en œuvre de projets de diversification et le maintien d'une position budgétaire et d'un bilan souverain robustes", a noté Moody's dans le rapport. La récente déclaration prébudgétaire de l'Arabie saoudite, publiée le 30 septembre, souligne l'importance accordée à la diversification de l'économie et aux programmes sociaux, en particulier dans le cadre de la Vision 2030 et de divers gigaprojets.

Les dépenses publiques devraient rester élevées, aux alentours de 30 à 32 pour cent du PIB au cours de la période 2025-2027, conformément aux tendances récentes. "Le niveau relativement élevé des dépenses, qui comprendra probablement une allocation accrue aux dépenses d'investissement, soutiendra la croissance économique hors hydrocarbures et la réduction progressive de l'exposition du royaume à la transition carbone mondiale à long terme", a ajouté l'agence de notation.

LIBYE

Pourparlers sous l'égide de l'ONU pour résoudre la crise de la Banque centrale

Dans un contexte de tensions entre les deux exécutifs rivaux de Libye, et après le siège de la Banque centrale par un groupe d'hommes armés, les Nations unies tentent de réouvrir le dialogue. L'ONU a annoncé avoir tenu des pourparlers, avec les deux exécutifs rivaux en Libye, dont les différends ont débouché sur une crise de la gouvernance de la Banque centrale et des craintes autour du secteur pétrolier. La Mission d'appui de l'Organisation des Nations unies en Libye (Manul) a expliqué avoir rencontré séparément les parties pour des discussions « marquées par un dialogue ouvert et honnête ». En proie au chaos depuis la chute et la mort du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est gouvernée par deux exécutifs rivaux : celui d'Abdel Hamid Dbeibah, installé à Tripoli et reconnu par l'Or-

ganisation des Nations unies (ONU), et un autre dans l'Est, soutenu par le maréchal Khalifa Haftar. Ces « efforts pour résoudre la crise » surviennent après que les autorités de Tripoli ont évincé le gouverneur de la Banque centrale de Libye (BCL), manœuvre condamnée par l'administration de l'Est qui dénonce une tentative de prise de contrôle de l'institution. Le camp du maréchal Khalifa Haftar a riposté en stoppant la production et les exportations pétrolières. Les tensions sont fortes depuis le début du mois d'août et le siège de la Banque centrale par un groupe d'hommes, dont certains étaient armés, demandant la démission du gouverneur Seddik El Kabir. Ce dernier a fait savoir au Financial Times qu'il avait fui le pays en raison de « menaces » de groupes armés. L'ONU a, par ailleurs, écrit sur X que les

rivaux avaient accepté de soumettre un projet d'accord à leurs Parlement respectifs, en vue de la signature d'un accord mardi. Le gouverneur de la Banque centrale, en poste depuis 2012, était dernièrement critiqué par l'entourage de M. Dbeibah pour sa gestion de la manne pétrolière, considérée comme trop favorable au clan Haftar. Lundi 26 août, une nouvelle équipe dirigeante est entrée dans les locaux de la BCL, mais des analystes ont émis des doutes sur sa capacité à faire fonctionner cette institution, qui a stoppé toutes ses opérations au départ du gouverneur El Kabir. La Libye tire la quasi-totalité de ses ressources de l'exploitation du pétrole, dont la production était revenue récemment à 1,2 million de barils par jour (contre à 1,5 à 1,6 million avant la révolution de 2011)

COTE D'IVOIRE

Montage veut augmenter la production attendue au plus grand projet d'or

Selon les estimations actuelles, le projet Koné peut livrer 301 000 onces d'or par an sur ses 8 premières années d'exploitation. Avant l'entrée en production prévue pour 2027, le propriétaire de la future plus grande mine ivoirienne d'or veut identifier de nouvelles ressources.

Montage Gold vise une découverte de 1 million d'onces d'or avant le début de la production au projet aurifère Koné, considéré comme la future plus grande mine d'or de Côte d'Ivoire. À cet effet la compagnie canadienne a lancé mi-septembre une campagne de forage d'un coût de 8 millions de dollars sur le projet, indique-t-elle dans un communiqué publié le 7 octobre. La campagne totalisera 60 000 mètres et devrait permettre d'identifier de nouvelles ressources sur certaines cibles déjà identifiées, tout en œuvrant à la découverte de nouvelles cibles de forage. Notons que les cibles à forer d'ici la fin de l'année sont le fruit d'une première campagne de forage réalisée cette année pour un coût de 4 millions de dollars et qui a permis de hiérarchiser des cibles clés. « Nous sommes très enthousiastes à l'idée de faire progresser rapidement l'explora-

tion de notre projet Koné, compte tenu du potentiel de la zone, dans le but de délimiter rapidement des cibles satellites à haute teneur qui pourront être intégrées dans le plan de mine dès le début de l'exploitation », explique Silvia Bottero, vice-présidente exécutive chargée de l'exploration chez Montage Gold. Selon l'étude de faisabilité de 2024, Koné peut livrer en moyenne 349 000 onces d'or par an au cours des trois premières années d'exploitation et 301 000 onces d'or par an au cours des huit premières années d'exploitation. Alors que la mine a une durée de vie actuelle de 16 ans, Montage espère utiliser les nouvelles ressources identifiées pour produire annuellement au moins 300 000 onces pendant plus de 10 ans. Rappelons que l'entrée en service de la mine est prévue pour 2027. Pour la Côte d'Ivoire, notons qu'une hausse de la production d'or attendue à

Koné signifie davantage de revenus, non seulement grâce aux dividendes obtenus sur les bénéfices de la mine, mais aussi à travers la redevance sur la production et les autres impôts et taxes. Actuellement, le gouvernement a droit à une participation gratuite de 10 % dans les mines du pays. Selon les données récentes de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, le secteur extractif a représenté environ 6 % des revenus budgétaires en 2021 et 4,1 % du PIB. Cette contribution est portée essentiellement par le secteur minier qui a représenté 62 % des recettes du secteur extractif la même année. L'or a rapporté 950,2 milliards FCFA (1,6 milliard \$) de revenus d'exportations, contre 569,8 millions FCFA (952 952 \$) pour les exportations de pétrole brut, reflétant l'importance du métal jaune dans le secteur extractif.

NIGERIA

Le gouvernement a approuvé un financement de 500 millions \$ pour 2 routes

L'approbation de ce financement de 500 millions \$ par l'Etat nigérian devrait donner un coup d'accélérateur à ces 2 projets routiers initiés il y a quelques années, mais dont la mise en œuvre traîne jusqu'ici. Le gouvernement nigérian a récemment approuvé un financement de près de 820 milliards de nairas (environ 500 millions USD) pour des projets portant sur la remise à niveau de la route Abuja-Kaduna-Kano ainsi que l'achèvement de celle reliant Bodo-Bonny à Opobo. Ces projets ont été confiés au groupe français Julius Berger. Le tronçon Bodo-Bonny-Opobo relie des localités du Sud et du Centre du pays, tandis que celui d'Abuja-Kaduna-Kano raccorde le Centre et le Nord. Il s'agit des principales routes de desserte du septentrion, et elles ont aussi une vocation régionale. Abuja-Kano doit en effet être transformé en autoroute à double voie, un projet retardé depuis quelques années, entre autres par une polémique sur son coût. La route fait partie intégrante du projet de corridor transsaharien Lagos-Alger initié dans les années 60 et prévoyant un réseau de 9 routes transafricaines principales. Il doit être réalisé grâce à des financements des pays concernés et de la Banque africaine de développement (BAD). L'objectif est de fournir une interconnexion routière rapide entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb. Une fois effective, cette autoroute permettra, en plus d'améliorer la connectivité intérieure du Nigeria, de faciliter le mouvement des biens et des personnes, renforçant l'intégration sous-régionale et continentale.

SÉNÉGAL

Moody's abaisse la note de crédit à B1

Sur la période 2019-2023, le déficit budgétaire du Sénégal a atteint en moyenne 10,4 % du PIB contre 5,5 % déclaré initialement, tandis que la dette publique a affiché plus de 83% du PIB en 2023, selon le gouvernement. L'agence de notation Moody's a dégradé, le vendredi 4 octobre 2024, la note de crédit du Sénégal, la faisant passer de « Ba3 » à « B1 », une note qui indique un « risque de crédit élevé ». Moody's justifie cette note par une détérioration de la situation budgétaire et de la dette du pays. Selon les données du gouvernement publiées en septembre dernier, la dette publique

du Sénégal a grimpé à 83,7 % du PIB en 2023 contre 73,6 % initialement prévu, reflétant des dépenses non comptabilisées et des emprunts sous-estimés. De plus, le déficit budgétaire a atteint en moyenne 10,4 % du PIB entre 2019 et 2023, soit presque le double des 5,5 % déclarés par les autorités précédentes. En réaction à cette notation, Cheikh Diba, ministre sénégalais des Finances, a annoncé la mise en œuvre de réformes structurelles dès 2025. Ces réformes visent à réduire le déficit budgétaire et à stabiliser la dette publique tout en respectant les engagements du Séné-

gal auprès de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des partenaires internationaux, ont rapporté les médias locaux. Pour rappel, le Sénégal est actuellement en discussion avec le Fonds monétaire international (FMI) en vue de mettre en œuvre des réformes structurelles afin de rétablir la confiance des investisseurs et de stabiliser l'économie sénégalaise. Une mission du FMI à Dakar en septembre dernier a révélé que l'économie du pays a ralenti au premier semestre 2024, et les

perspectives restent peu encourageantes pour le reste de l'année. La baisse des recettes publiques, combinée à l'augmentation des dépenses en subventions énergétiques et en paiements d'intérêts, a contribué à la détérioration de la situation budgétaire. Selon les projections de l'agence, le déficit budgétaire pourrait atteindre 7,5 % du PIB en 2024, alors que le gouvernement s'efforce de ramener la dette publique à moins de 70 % du PIB. La note quant à elle reste « sous surveillance ».

BOTSWANA

Lucara se recentre exclusivement sur l'exploitation des diamants

Au-delà de l'exploitation de la mine de diamants Karowe contrôlée à 100 % au Botswana, le canadien Lucara possédait jusqu'ici une filiale dédiée à la vente de diamants bruts. Acquisée en 2018, cette société est une plateforme numérique permettant aux acheteurs et vendeurs de réaliser des économies. Le canadien LucaraDiamond a décidé de se concentrer sur l'activité d'exploitation des diamants à la mine Karowe au Botswana. Cette ambition se traduit par la vente de 100 % de ses intérêts dans Clara Rough Diamond Sales Platform, sa filiale qui propose une

place de marché numérique pour les diamants bruts. La plateforme Clara est vendue à ses fondateurs, y compris l'ancienne PDG de LucaraEira Thomas, pour une contrepartie totale d'environ 3 millions de dollars en espèces. Lucara récupère par ailleurs 10 millions d'actions ordinaires émises en faveur des fondateurs de Clara, au moment de l'acquisition de Clara en 2018. La compagnie canadienne conserve aussi une participation de 3 % sur les bénéfices nets de Clara. En contrepartie, Lucara accorde à Clara un contrat d'approvisionnement en diamants

d'une durée de 5 ans pour des diamants spécifiques. « La cession de Clara nous permet d'intensifier notre stratégie de maximisation des rendements et de création de valeur à long terme dans notre mine de diamants de classe mondiale Karowe [...]. Les compétences clés et la croissance future de la société résident dans l'exécution réussie du projet d'extension souterraine de Karowe », a souligné William Lamb, PDG de Lucara. La décision de se séparer de Clara intervient en effet alors que LucaraDiamond agrandit actuellement la mine

Karowe. Le projet permettrait de prolonger de 15 ans la durée de vie de la mine, avec une production totale de 6,8 millions de carats. L'investissement initial prévu est de 683 millions de dollars, pour des flux de trésorerie de 1,1 milliard de dollars. En cédant Clara, la compagnie consacrera exclusivement ses ressources au projet Karowe. En attendant la mise en service de la mine agrandie, rappelons que Karowe devrait livrer 345 000 à 375 000 carats en 2024, pour un chiffre d'affaires de 220 à 250 millions de dollars.

BOURSE ZURICH

Le SMI toujours en perte de vitesse

La Bourse suisse n'a pas cessé de reculer mardi pour s'enliser sous les 12'000 points en fin de matinée. Le luxe a tiré l'indice phare vers le bas, aidé par la déception en Chine et l'inquiétude au Moyen-Orient.

Comme attendu par l'analyste John Plassard, les indices européens ont faibli dans le sillage de la clôture de Wall Street hier soir. Dans sa note matinale quotidienne, l'expert de Mirabaud parlait d'investisseurs restés "sous le choc de la publication des chiffres de l'emploi américain vendredi qui laissent entendre que la Fed pourrait ralentir son rythme de baisse de taux."

"Les investisseurs sont quelque peu refroidis ce matin par le fait que Pékin n'ait pas annoncé un nouveau "stimulus géant" à l'ouverture des marchés chinois", ajoutait-il. Un avis partagé par Ipek Ozkardeskaya de chez Swissquote. "On craint de plus en plus que la répercussion positive des mesures de relance soit de courte durée et ne suffise pas à

inverser l'effondrement de l'immobilier, la déflation et d'autres problèmes structurels."

Parmi les autres informations macroéconomiques du jour, la production industrielle allemande a davantage rebondi qu'attendu en août, en raison de la volatilité du secteur automobile, sans qu'une reprise durable du secteur manufacturier ne soit en vue, selon les chiffres publiés mardi par l'Office Destatis.

Vers 11h10 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI perdait 0,42% à 11'958,72 points. Le SLI baissait de 0,53% à 1958,83 francs suisses. Le SPI suivait la tendance négative en reculant de 0,48% à 15'965,05 francs suisses.

Les valeurs vedettes étaient davantage parées de rouge que de vert. En tête, le géant des arômes et parfums Givaudan

(+0,93%) publiera jeudi son chiffre d'affaires du troisième trimestre.

Roche (+0,4%) suivait de près avec ABB (+0,2%) qui a conclu un partenariat stratégique avec Zumtobel dans le domaine des Smart Buildings.

Les deux acteurs du secteur du luxe ont particulièrement souffert, le gouvernement chinois ayant renoncé à annoncer de nouvelles mesures de soutien à l'économie. Le genevois Richemont (-3,5%) reculait fortement après avoir fait part lundi de la vente de sa plateforme d'articles de luxe YNAP. Swatch Group (-5,5%) en faisait de même. UBS était aussi à la peine (-1,4%).

Holcim (+0,1%) est repassé dans le vert

après avoir dévoilé mardi l'acquisition de OX Engineered Products, un fournisseur américain de systèmes d'isolation pour les bâtiments.

Sur le marché élargi, Julius Baer (-0,4%) ne s'en sortait pas mieux. DKSH (-0,9%) a signé un partenariat avec R-Biomed.

L'équipementier de pompes à vide VAT (-0,9%) a déclaré s'attendre à un chiffre d'affaires au troisième trimestre inférieur au bas de la fourchette prévue de 235 à 255 millions de francs suisses.

DocMorris (+6,5%) semblait être porté par les spéculations sur l'intérêt de Red-care.

Les Bourses mondiales dispersées

Les Bourses mondiales ont terminé en ordre dispersé lundi, digérant encore le solide rapport sur l'emploi américain qui éloigne les craintes de récession aux Etats-Unis, mais craignant toujours une escalade des tensions au Moyen-Orient. A Wall Street, les indices ont terminé en repli. Le Dow Jones a abandonné 0,94%, l'indice Nasdaq 1,18% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 0,96%. En Europe, la Bourse de Paris a terminé en hausse de 0,46%, Milan a gagné 0,66% et Londres 0,28%, quand Francfort a fini quasi

stable (-0,09%). Le taux de chômage a légèrement reculé en septembre aux Etats-Unis, à 4,1% contre 4,2% le mois précédent, avec des créations d'emplois en forte hausse et largement supérieures aux attentes des marchés, selon les données publiées vendredi par le département américain du Travail. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans a dépassé lundi le cap symbolique des 4%, atteignant 4,02% contre 3,96% vendredi en clôture. A deux ans, il s'est établi à 3,98%, après 3,92%. Le rapport sur l'emploi "atténue les inquié-

tudes concernant l'état du marché du travail et démontre que l'économie américaine reste sur la voie d'un atterrissage en douceur", a commenté Angelo Kourkafas, analyste d'Edward Jones.

"Mais, d'un autre côté, cela implique qu'il n'y a pas d'urgence pour que la banque centrale américaine (Fed) abaisse son taux d'un demi-point de pourcentage à l'avenir", a-t-il poursuivi. "Cela suscite des inquiétudes quant à l'inflation", a avancé Jack Ablin, analyste de Cresset Capital Management.

Les Bourses chinoises décollent après une semaine de pause

Les Bourses de Chine continentale ont ouvert en hausse mardi après une semaine fériée, enthousiasmées par l'annonce de nouvelles mesures de relance économique de Pékin, mais celle de Hong Kong chutait lourdement en raison de prises de bénéfices. L'indice composite de Shanghai a bondi de plus de 10% à l'ouverture, et prenait 7,05% à 3.571,78 points vers 01H50 GMT tandis que celui de Shenzhen gagnait 9,85% à

2.117,32 points au même moment. A Hong Kong, dont la Bourse est la seule de Chine à être restée ouverte, l'indice Hang Seng a chuté de plus de 6% mardi matin à 21.674,75 points, dans le sillage des pertes enregistrées à Wall Street et en raison de prises de bénéfices. A Tokyo, l'indice vedette Nikkei abandonnait 0,65% à 39.078,84 points vers 00H30 GMT. L'indice élargi Topix perdait pour sa part 0,96% à 2.713,18 points. Les marchés japonais

emboîtaient eux aussi le pas aux baisses enregistrées la veille à Wall Street, dans un climat fébrile face à la flambée des prix de l'or noir. Le cours du baril de Brent, référence mondiale du pétrole, a clôturé lundi au-dessus de 80 dollars, une première depuis un mois et demi. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI) s'est lui hissé jusqu'à 78,46 dollars en début d'échanges asiatiques, au plus haut depuis la mi-juillet.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 07 Octobre 2024				
Valeur : 09 Octobre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.9029	132.9179
1	EUR	EURO	145.8211	145.8508
1	GBP	POUND STERLING	174.1847	174.2043
100	JPY	JAPANESE YEN	89.6236	89.6398
1	CNY	CHINESE YUAN	18.9337	18.9406
1	CHF	SWISS FRANC	154.9165	155.0244
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.7874	97.8057
1	DKK	DANISH KRONE	19.5483	19.5516
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.8102	12.8136
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.4786	12.4824
1	AED	UAE DIRHAM	36.1778	36.1898
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3823	35.3900
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.7562	434.0885
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.0026	43.4348
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5802	13.5818
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.7147	27.8566
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3469	3.3574
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.6548	178.6548

CAC40

En forte baisse à la suite de New York

En chute de 1% vers 7495Pts, le CAC40 débute la séance en fort repli à la Bourse de Paris, dans le sillage d'une fin de séance en berne à Wall Street lundi sur fond de franche dégradation des marchés obligataires.

"Les bons du Trésor ont continué de se vendre sur l'ensemble de la courbe au début de la semaine, les rendements à deux et à 10 ans ayant augmenté au-dessus de 4% pour la première fois depuis août", souligne ainsi Michael Brown, chez Peppers-tone.

Selon ce stratège, la poursuite de la réévaluation des attentes de politique monétaire dans un sens moins accommodant, à la suite des chiffres de l'emploi de vendredi, a constitué la principale raison de la pression de vente continue sur l'obligataire américain.

"Le pétrole brut, bien sûr, continue de refléter une prime de risque géopolitique importante en raison des tensions au Proche-Orient, le Brent ayant atteint la barre des 80 dollars le baril pour la première fois depuis août", pointe-t-il en outre.

Au chapitre des statistiques, les opérateurs ont pris connaissance de la balance commerciale française ce matin, avant la balance commerciale des Etats-Unis en début d'après-midi.

En août 2024, le solde commercial de la France s'est dégradé sensiblement selon les données CVS-CJO de l'administration des douanes, le déficit s'étant ainsi établi à 7,37 milliards d'euros après 6,04 milliards le mois précédent.

Dans l'actualité des valeurs, Vinci a annoncé l'acquisition de RH Marine et de Bakker Slie-

drecht, deux entreprises spécialisées dans le secteur maritime, lui permettant d'enrichir son offre dans les services à l'industrie et de renforcer sa présence aux Pays-Bas.

La foncière Argan fait part de la cession de son datacenter de Wissous (Essonne) à Invesco Real Estate pour une surface de plus de 22.000 m2, sur un prix de 59 millions d'euros hors droits, une transaction qui achève son programme d'arbitrages pour 2024.

Dans le cadre de son offre publique d'achat conjointe avec

Rubis sur le groupe italien Unieuro, Fnac Darty annonce un abaissement de la condition de seuil minimal de 90% à 66,67% du capital, reflétant leur volonté de mettre en oeuvre avec succès cette OPA.

TotalEnergies annonce avoir signé avec Saint-Gobain un contrat de vente d'électricité renouvelable (PPA), qui prévoit la fourniture continue d'électricité pour alimenter les sites industriels du groupe de matériaux de construction en France.

CANADA

Une année complexe en économie

C'est une année difficile sur le plan économique qui s'est amorcée. Après l'avoir annoncée pour 2023, plusieurs prévisionnistes évoquent la possibilité d'une récession au Canada en 2024. Toutefois, à leur avis, elle sera modeste et de courte durée, alors qu'une série de baisses de taux d'intérêt est sur le point de s'amorcer, ce qui devrait faire remonter la confiance des ménages et des entrepreneurs.

Combien de baisses de taux sont à prévoir en 2024? Grande question! Je suis convaincu que vous êtes nombreux à espérer des baisses de taux qui viendraient tôt dans l'année et à plusieurs reprises. Or, selon les économistes de la Banque Nationale, le taux directeur au Canada passera de 5 % à 3,25 % d'ici la fin de l'année. À raison de 25 points de base chaque fois, cela voudrait donc dire que la Banque du Canada viendrait baisser son taux directeur à sept reprises sur les huit annonces prévues en 2024. Il n'est pas impossible que la banque centrale accélère sa réduction de taux, si elle constate que l'inflation fléchit plus rapidement que prévu et que le chômage monte plus vite qu'attendu. Quoi qu'il en soit, il est peu probable que la Banque du Canada lance sa séquence de baisses à ce moment, selon les économistes. Les possibilités de baisse lors des

réunions suivantes sont toutefois plus élevées. Les experts de Desjardins et de la CIBC prévoient un recul un peu moins important du taux directeur au cours de l'année, à 3,5 % à la fin de 2024. La RBC, pour sa part, est d'avis que les attentes sur la réduction des taux sont beaucoup trop élevées. Elle ne prévoit que quelques baisses, jusqu'à 4 % à la fin de l'année, pas davantage. Il faut dire que la lutte contre l'inflation n'est pas tout à fait gagnée. La cible de la banque centrale est une inflation à 2 %. À l'heure actuelle, le taux est à 3,1 %. Selon les économistes des grandes banques, tout semble indiquer que le taux d'inflation au Canada se situera entre 1,9 % et 2,1 % à la fin de l'année 2024. Or, si la baisse de l'inflation de 8 % à 3 % a été relativement rapide, le passage de 3 % à 2 % est plus difficile. Le taux d'inflation au pays était rendu à 2,8 % en juin dernier,

mais a remonté à 4 % en août. Aux États-Unis, on constate aussi que la décélération de l'inflation est difficile : de novembre à décembre, le taux d'inflation est passé de 3,1 % à 3,4 %.

Stagnation, récession, immigration

Tout semble indiquer qu'il faudra cependant passer par la case récession au Canada en 2024 selon Desjardins, qui prévoit une hausse du PIB de seulement 0,1 % au pays sur l'ensemble de l'année. La récession sera courte, toutefois, et sera concentrée dans le premier semestre de l'année. Cela dit, dans une note économique publiée mercredi, Desjardins affirme que la récession pourrait être deux fois plus longue si le Canada devait réduire l'accueil de résidents non permanents, surtout de travailleurs étrangers temporaires et d'étudiants étrangers.

TAÏWAN

Foxconn construit le «plus grand site de production au monde» de super puces Nvidia

Cette méga-usine devrait permettre à Foxconn de répondre à la demande grandissante de puces graphiques Nvidia depuis le regain d'intérêt pour les technologies d'intelligence artificielle ces dernières années. Le géant taïwanais de la technologie Foxconn a annoncé mardi construire le plus grand site de production au monde pour les "super puces" graphiques GB200 de l'américain Nvidia. "Nous construisons le plus grand site de production GB200 de la planète", a déclaré Benjamin Ting,

vice-président des solutions cloud (informatique à distance) chez Foxconn, lors de la journée annuelle "Hon Hai Tech Day" de l'entreprise, sans donner plus de détails sur le lieu. Les puces graphiques sont des puces aux capacités de calcul démultipliées, indispensables au développement de l'intelligence artificielle (IA) qui génère des images notamment. Partenariat élargi avec Nvidia Foxconn, également connu sous son nom officiel de "Hon Hai Precision Industry", fournit des com-

posants électroniques à de grandes entreprises mondiales de la tech, dont Apple. Le groupe taïwanais a déjà annoncé l'année dernière s'associer à Nvidia pour créer des "usines à IA", de puissants centres de traitement des données qui stimuleraient la conception de produits nouvelle génération. Contrairement à ses concurrents Intel, Micron et Texas Instruments, Foxconn ne conçoit pas lui-même ses puces graphiques, mais fait appel à des sous-traitants. A l'ouverture de cet événement de deux

jours, le président de Foxconn Young Liu a déclaré que l'entreprise serait "la première à livrer ces super puces". Ambitionnant de s'étendre au-delà de l'assemblage électronique, le groupe s'est diversifié dans les serveurs, les semi-conducteurs et les véhicules électriques. Foxconn devrait dévoiler de nouveaux modèles de véhicules électriques au cours de son événement "Hon Hai Tech Day", comme il l'a fait lors des éditions précédentes.

CHINE

Les autorités «pleinement confiantes» d'atteindre 5% de croissance du PIB en 2024

La Chine a fixé ce taux de croissance de 5% en 2024, malgré une économie affectée par une crise de l'immobilier et un reflux de la consommation. Les autorités chinoises sont "pleinement confiantes" d'atteindre l'objectif de croissance du PIB en 2024, fixé à environ 5%, malgré la crise de l'immobilier et la faible consommation des ménages qui pénalisent l'économie, a affirmé mardi un haut responsable. "Nous sommes pleinement confiants d'atteindre les objectifs de développement économique et sociétal cette année", a tout de même affirmé Zheng Shanjie, président de la Commission nationale pour le développement et les réformes (NDRC), lors

d'une conférence de presse à Pékin. "Nous avons aussi pleinement confiance dans la poursuite d'un développement stable, sain et durable", a-t-il ajouté. Cette conférence était très attendue mardi, les investisseurs espérant de nouvelles mesures de relance de l'économie, dix jours après une première salve qui avait fait bondir les Bourses.

"Relance au bazooka"

La deuxième économie mondiale s'est fixée comme objectif une croissance d'environ 5% cette année, un chiffre jugé optimiste par nombre d'analystes car le pays peine à redémarrer depuis la sortie du Co-

vid. Mardi, les Bourses de Shanghai et Shenzhen ont ouvert en hausse de plus 10%, après une semaine de pause due à une série de jours fériés en Chine continentale. Après des annonces au compte-gouttes ces derniers mois et sans effet apparent, les autorités chinoises avaient dévoilé fin septembre des mesures d'une ampleur sans précédent depuis des années, dont des réductions de taux et des prêts immobiliers plus accessibles. Qualifié de "relance au bazooka" par un analyste, le paquet de mesures avait fait s'envoler les Bourses de Hong Kong et de Chine continentale de plus de 20%.

ALLEMAGNE

Baisse des commandes industrielles, une récession prévue

Les commandes industrielles en Allemagne ont chuté nettement plus que prévu en août, a rapporté l'Office Destatis lundi, marquant le début d'une semaine où le gouvernement devrait, selon la presse, prévoir une récession pour l'ensemble de l'année. L'indicateur clef pour le secteur manufacturier, pilier de l'économie allemande, a reculé de 5,8% sur un mois, d'après des chiffres publiés lundi par l'institut des statistiques. C'est bien davantage que la baisse de 1,8% attendue par les analystes sondés par Facset, et cela met fin à l'embellie de courte durée observée en juin et juillet. La baisse a été particulièrement marquée au niveau national (-10,9 %), mais les commandes à l'international ont également reculé (-2,2 %).

En excluant les grosses commandes, souvent volatiles d'un mois à l'autre, le recul de l'indicateur est un peu moins prononcé, à -3,4 % par rapport à juillet. "Avec la récente baisse, les espoirs d'une reprise durable des commandes semblent s'amenuiser", commente le ministère de l'Economie dans un communiqué séparé. Un rebond sur la seconde moitié de l'année semble exclu "compte tenu de la faiblesse persistante de la demande et de la dégradation continue du climat économique des entreprises", est-il ajouté. En conséquence, le gouvernement allemand prévoit désormais une contraction de l'économie pour cette année, avec une baisse de 0,2 % du produit intérieur brut, selon le quotidien Süddeutsche Zeitung. Cela révisera la prévision actuelle, qui tablait sur une croissance annuelle de 0,3 %, après la contraction de 0,3 % du PIB en 2023. Le ministre de l'Economie Robert Habeck doit dévoiler officiellement ses prévisions mercredi, devenant même selon le journal plus pessimiste que les principaux instituts de conjoncture, qui tablent eux sur une stagnation ou un recul de 0,1%. "Les indicateurs avancés sont en baisse, les prévisions diminuent, et les mauvaises nouvelles s'enchaînent", ce qui fait que "tout donne l'impression d'une récession", commente Jens-Oliver Nikla

PLUS QUE VOUS NE L'IMAGINEZ ! Combien de voitures électriques sur les routes ?

Le parc automobile européen est conséquent, avec ses 250 millions de véhicules légers. Mais combien d'électriques au juste ? Le chiffre pourrait vous surprendre, alors que de nombreux pays n'en ont pas les moyens.



Les chiffres de ventes de voitures électriques sont parfois flatteurs. Et si vous poussez un peu plus le curseur et ne regardez que la Norvège, vous pourriez vous dire que les électriques sont synonymes de grand remplacement. Sauf que la Norvège est un

cas particulier, et surtout un tout petit marché à l'échelle mondiale, qui ne représente pas grand-chose, en plus d'avoir ses spécificités (pouvoir d'achat élevé, richesse nationale grâce aux hydrocarbures). Mais alors, où en est réellement le véhicule électrique en Europe

? On le sait, cette mobilité est avant tout une affaire de "riches" au niveau européen, puisque tout l'Est du continent n'achète pas ou peu d'électriques. À chaque fois, la performance des ventes d'électriques est directement liée au niveau de vie du pays en question. Mais si les ventes sont majoritairement concentrées dans une poignée de pays, le pourcentage de véhicules électriques qui sillonnent les routes européennes pourrait vous surprendre.

1 voiture sur 25 est électrique

Avec 4% d'électriques, les stations de recharge ne sont pas encore saturées. L'analyste automobile Inovev s'est amusé à compiler toutes les ventes de voitures électriques ces quinze dernières années en Europe, pour calculer leur nombre total encore sur les routes. Cela est évidemment soumis à la condition que les toutes premières électriques immatriculées il y a quinze ans soient toujours en état de rouler. Mais en dehors de rares exceptions, ce devrait effectivement être le cas. Ces données ont

ensuite été rapportées aux parcs automobiles nationaux connus en Europe, pour trouver le mix d'électriques sur les routes.

Et si l'on imaginait un chiffre inférieur à 1% pour une mobilité encore très récente, c'est finalement... 4% ! Et ce, en comptant les 30 pays d'Europe, le Royaume-Uni et la Suisse. Donc, en englobant tous ces pays d'Europe de l'Est qui n'ont quasiment pas d'électriques sur les routes. Dit autrement : 1 voiture sur 25 en circulation en Europe est électrique. Un chiffre plutôt intéressant, qui montre malgré tout que c'est l'Ouest et seulement 8 pays qui tirent les ventes vers le haut.

Sans surprise, c'est donc la Norvège qui a le taux le plus élevé d'électriques sur les routes (30%), devant la Suède (8%), les Pays-Bas (7%) et le Danemark (6%). Suivent l'Allemagne et la France à 4%. Ensuite, les taux s'écroulent vite et passent sous les 3%. Selon l'association pour le développement de la mobilité électrique Avere, il y avait 882 531 véhicules électriques sur les routes en France en 2023.

Nouvelle Jeep Compass : que savons-nous déjà ?

Jeep s'apprête à lancer la nouvelle génération de la Compass, son SUV compact familial. Les concessionnaires américains de Jeep se plaignent du manque de nouveaux produits à proposer à leur clientèle ? Carlos Tavares les a entendus et leur offre un nouveau Compass ! Plus sérieusement, Jeep a révélé un premier dessin pour annoncer l'arrivée prochaine de la nouvelle génération du SUV compact familial. Un modèle qui s'annonce primordial pour le constructeur américain sur le marché européen.

Plateforme : le Compass de troisième génération reprendra à son compte la plateforme Stellantis STLA Medium inaugurée par le Peugeot 3008/E-3008 et depuis également déclinée sur le (E-)5008 et l'Opel Grandland. Il s'agit donc d'une architecture pensée

pour la propulsion électrique mais qui peut également accueillir des moteurs thermiques avec ou sans hybridation et laisse le choix entre 2 et 4 roues motrices.

Moteurs : de prime abord, on devrait trouver sous le capot – ou sur les essieux – la même palette de motorisations que chez Peugeot et Opel avec une offre mixant le tout électrique – 1 moteur et 210 ch et/ou 230 ch, 2 moteurs et 320 ch – ainsi que le 3 cylindres 1.2 Turbo (ne dites plus Puretech) avec hybridation légère 48 V de 136 ch. L'option hybride rechargeable pourrait également être proposée. Reste à voir si des variantes à transmission intégrale – marque de fabrique de Jeep – seront disponibles en dehors du Dual Motor électrique. Alfa Romeo l'a fait avec la Junior !



Batteries et autonomie : les packs de batteries des versions électriques devraient être les mêmes que chez ses cousins avec des capacités de 73 ou 98 kWh qui garantiront une autonomie d'environ 500 ou 650 à 700 km.

La recharge rapide sera possible jusqu'à 160 kW et une demi-heure devrait suffire pour passer de 10 à 80 %.

Style : nous ne disposons que d'un

seul dessin, ou plutôt une esquisse. Elle révèle des lignes très géométriques et horizontales comme il sied à une Jeep et conserve les passages de roues hexagonaux également. Les surfaces vitrées marquent un décrochage tant au niveau du pavillon que de la ceinture de caisse juste après les portières arrière.

De face, n retrouvera la célèbre calandre à sept fentes – réelles ou simulées selon la motorisation – et des phares horizontaux et relativement fins. Bref, elle aura le look d'une vraie Jeep. Espérons qu'elle en conserve également les capacités en tout-terrain !

La nouvelle Jeep Compass sera produite dès 2025 en Italie, dans l'usine de Melfi et sera d'abord commercialisée en Europe avant d'étendre la production et les ventes outre-Atlantique, puis au niveau mondial.

La Tesla Model 3 devient plus intéressante

Non seulement la Tesla Model 3 restylée propose désormais une version Grande Autonomie Propulsion capable de tenir plus de 700 km sur une seule charge, mais elle baisse aussi son prix dans sa version de base. Il y a encore du changement dans la gamme de la Tesla Model 3 et c'est une bonne nouvelle. Tout d'abord, le constructeur américain propose à nouveau une version « Grande Autonomie Propulsion » de sa berline électrique, avec des grosses batteries combinées à un unique moteur arrière. Cette dernière abat le 0 à 100 km/h en 5,2 secondes et reven-

dique une autonomie maximale WLTP de 702 kilomètres avec les jantes de 18 pouces de série, soit probablement plus de 400 km en utilisation réelle sur l'autoroute à 130 km/h. Cette Model 3 Grande Autonomie Propulsion est affichée à 44 990€, c'est-à-dire le prix du Model Y Propulsion. Mais contrairement à ce dernier, elle n'a pas droit au bonus écologique français à cause de sa fabrication chinoise.

La Model 3 repasse sous les 40 000€

Tesla modifie aussi le prix de sa Model 3 Propulsion de base : au lieu de 41 490€, elle coûte désormais 39 990€ avec son auto-

nomie maximale estimée à 554 km avec les jantes de série.

Pas de changement pour le Model Y

Du côté du Model Y, il n'y a aucun changement même si le configurateur de la marque affiche désormais ses prix "bonus déduit"

(ce qui nous a induit en erreur ce matin). Le prix de la version propulsion reste à 44 990€.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Ubisoft analyse les commentaires des joueurs avec l'IA

L'éditeur de jeux vidéo utilise l'IA depuis plusieurs années pour interpréter les commentaires libres des joueurs. Et teste les apports de l'IA générative pour cette application. Touchant ainsi du doigt les apports, mais aussi les limites, de la technologie.

Exploiter l'IA générative pour mieux comprendre les commentaires libres des joueurs. C'est l'astuce que tente d'exploiter le département études (dénommé Global Strategic Insights) de l'éditeur de jeux Ubisoft (2,3 Md€ de chiffre d'affaires en 2023). Voué à la compréhension du ressenti des joueurs et des tendances de marché, ce département du groupe français aux 21 000 collaborateurs compte dans ses rangs une petite équipe data de quelques personnes.

Depuis 2018, celle-ci utilise la solution de l'éditeur français Dataiku et des modèles d'IA pour analyser les commentaires des joueurs, recueillis dans le cadre d'enquêtes et de sondage. Dès 2018, l'éditeur utilise un modèle de type LDA (Latent Dirichlet Allocation ou allocation de Dirichlet latente), une approche classique pour identifier les thèmes récurrents dans cette masse de données non structurées. En 2020, l'éditeur de Montreuil migre sur ses propres modèles de NPL (Natural Language Processing), qu'il met à jour en 2023. Dans la lignée de ces travaux, l'équipe Global Strategic Insights s'intéresse, à partir de la mi-2024, à l'IA générative, via l'accès aux LLM d'OpenAI (exploités sur le cloud Azure). Le prototype ainsi mis au point, que la société a dévoilé lors à l'occasion du Every day AI summit de Dataiku à Paris, le 26 septembre, s'accompagne d'une évolution de la restitution. Par rapport au fichier Excel (thématiques en colonnes, avec les commentaires associés en dessous) des précédentes versions, l'IA générative permet de proposer une synthèse, tout en proposant le lien vers les citations brutes des joueurs.

Fiabiliser les réponses

Si la technologie apparaît comme le prolongement des travaux précédents d'Ubisoft sur le sujet, sa mise en oeuvre suppose, comme dans d'autres secteurs, un certain nombre de précautions. « Nous sommes partis des limites des modèles », indique ainsi Benoit Damiani, Data Scientist chez Ubisoft. Par exemple, l'éditeur de jeux s'aperçoit que le modèle GPT-4o donne une prime au premier commentaire, créant par là même un problème de représentativité. La société s'attache aussi à filtrer au maximum les hallucinations inhérentes à la GenAI, « même si je ne m'engagerais pas à affirmer que c'est parfait », reconnaît le Data Scientist.

« Pour créer un modèle plus robuste, nous lui demandons une réponse plusieurs fois de suite sur différents échantillons de data », détaille ce dernier. Par ailleurs, sur chaque commentaire de



joueur pris individuellement, Ubisoft extrait les sujets et les sentiments qui se dégagent. Pour éviter les problèmes de représentativité, l'équipe de Data Science filtre également les sujets peu présents dans les commentaires.

Un PoC en une heure, un prototype en deux mois

« Nous parvenons à une bonne représentativité des trois-quarts des commentaires, ce qui représente en gains d'environ 25% par rapport au modèle GPT-4o ce base », assure Benoit Damiani. Qui reconnaît que ce résultat reste toutefois légèrement inférieur au niveau obtenu avec les modèles d'IA plus classiques. Le Data Scientist indique également être parvenu à un taux de stabilité des réponses de 0,82 ; « une belle amélioration par rapport au modèle de base ». Le tout pour un coût jugé « raisonnable » par le membre du département enquête (soit 50 centimes par question en moyenne, pour un temps de réponse d'environ 1min30). Mais, pour Ubisoft, le principal bénéfice de ce qui reste à ce jour un prototype réside dans la qualité des restitutions, avec des thématiques jugées plus facilement interprétables selon Benoit Damiani.

Pour ce dernier, ce premier développement avec la GenAI permet de toucher du doigt les passages obligés d'un projet avec cette technologie. « Réaliser un PoC nous a pris moins d'une heure, déployer

un projet pilote a demandé deux mois. Dès qu'on rentre dans le détail, le besoin d'accompagnement et de structuration se fait immédiatement sentir », résume Benoit Damiani. Par ailleurs, les tests d'Ubisoft montrent que, dans ce cas spécifique, les prompts complexes ne donnent pas forcément un résultat plus précis. « Il faut mesurer pour en prendre conscience », souligne le Data Scientist, qui conseille également de se montrer patient avec le modèle, en le nourrissant d'exemples, d'explications des attentes, etc.

Traiter d'autres sources de textes

Testée par des analystes, l'application interprétant les commentaires de joueurs devraient encore connaître deux ou trois itérations avant la mise en production d'une version finale, selon Benoit Damiani. « Nous maîtrisons déjà le besoin et dispositions de données prêtes à l'emploi, ce qui a permis d'itérer assez vite », dit-il. Le Data Scientist envisage désormais de tester la GenAI sur d'autres besoins liés à l'interprétation de données non structurées, comme des interviews ou critiques détaillées de joueurs, longues mais peu nombreuses, ou les avis laissés par ces derniers sur les sites communautaires, qui sont à l'inverse nombreux mais brefs. Pour le Data Scientist, reste à savoir comment les modèles d'OpenAI répondront dans ces deux cas d'usage que presque tout oppose.

Incohérences entre SAP et Manhattan Associates pour le britannique Asda

Le troisième plus grand distributeur du Royaume-Uni, Asda, a mis au jour un écart de plusieurs millions de livres sterling entre son système de gestion logistique et son ERP SAP, déployé en début d'année, explique The Register. Début 2024, dans le cadre de sa séparation d'avec le groupe Walmart, Asda avait quitté le système SAP du groupe américain pour sa propre instance S/4 Hana, hébergée sur Microsoft Azure. En parallèle, le détaillant a déployé pour la solution d'entrepôts de Manhattan Associates (Manhattan Active Warehouse Management).

Un écart d'environ 25 M€

Selon The Register, qui cite un rapport d'incident interne, Asda a détecté un décalage d'environ 21 M£ (près de 25 M€) « entre les rapports de stock de clôture de Manhattan SCI et ceux de SAP sur deux mois, ce qui a affecté les rapports trimestriels » de l'entreprise. Selon ce même document, une erreur de 10 millions d'articles a été corrigée en juin dernier, et les travaux visant à corriger une nouvelle erreur portant sur 11 millions d'articles pour le mois de juillet sont encore en cours. « Il est actuellement prévu de publier des corrections manuelles dans les magasins une fois que l'équipe financière aura examiné les données de Manhattan », précise le rapport. Asda, qui réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 24 Md£, est engagé dans un projet de reconstruction de ses systèmes d'information, suite à la vente de la société aux frères Issa et à TDR Capital en début d'année 2021. Ce projet, baptisé 'Project Future', vise à détourner un système d'information constitué d'environ 2500 systèmes.

Report de la migration des hypermarchés

Le 25 septembre, dans un communiqué, le distributeur indiquait avoir « achevé la migration vers plusieurs systèmes neufs, notamment pour les finances, la gestion des caisses, les RH, les salaires, la relation client, les entrepôts, pour la marque de vêtements George.com et pour la préparation des commandes ». Tout en reconnaissant ne pas pouvoir tenir l'échéance qu'il s'était fixée pour l'achèvement de ce projet d'ampleur, soit la fin 2024. Si la migration des petits supermarchés et des magasins de proximité devrait être achevée à la date prévue - soit 850 surfaces de vente -, celle des plus grands magasins est désormais reportée à 2025.

Mots fléchés

Prénom féminin						Table de marché							
Peintre vénitien		Brodequins		Se priva		Trans-lation		Un anglais	Fils d'Eson		Listes des mets		Occasion
									Au moyen de				
Truculence		Persiflage		Dieu du ciel							Mot de peste		
											Consolées		
									Projectile militaire				
									Beau perroquet				
Colère ancienne				Temps d'une révolution			Département picard	Bêtes					
Marque				Camarade du petit Nicolas				Orateur grec					Grand pays
					Crépuscule					Grand fleuve		Mettre en sacs	
					Marque de dédain								
Défici-ences													
Joli mois													
			Signe musical						Ville allemande				
			Os du genou						Textile				
Manillon	Longue période				Vraies								Solutions
	Athlètes				Crique								
		Risquât					Action	Enlever		Gibecière			
		Fleuve entre la Pologne et L'Allemagne								Secrétée par des mollusques			
Vase				Prisses		Cordage marin					Chlore		
Replètes											A l'intérieur de		
						Plumet							
Revérifiée						Demeures épisco-pales							
Foyers						Petite classe							
					Acclamation				Train de banlieue				Epuisèrent
Ivre		Enseigna	Divisiez									Relatif à l'utérus	
					Moment de détente	Allure du cheval		Étain	Créateur des bonshommes bleus à la télé	Petits de l'âne	Traditions		
											En ce lieu		
Dans			Contente										
Relatif à l'âne				Dire									
				Conte cours									
Entrave pour animaux	Rolls-Royce		Pays breton					Fleuve sauvage					
			Brevet de technicien					Cube de jeu					
							Action de céder				Indium		
Quotient						Imaginent							

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

24 morts et 1516 blessés en une semaine

Vingt-quatre (24) personnes sont décédées et 1516 autres ont été blessées dans 1209 accidents de la circulation survenus durant la période du 29 septembre au 5 octobre 2024 à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public mardi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ain Temouchent où 3 personnes sont décédées et 10 autres ont été blessées suite à 16 accidents de la circulation. En outre, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 1064 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger, Annaba et Tizi-Ouzou. Par ailleurs, 5221 interventions ont été effectuées, durant la même période, ayant permis le sauvetage de 290 personnes en situation de danger et l'exécution de 4447 opérations d'assistance diverses.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 9 octobre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

COOPÉRATION

Larbaoui reçoit l'ambassadeur de la République italienne en Algérie

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui a reçu, mardi au Palais du Gouvernement à Alger, l'ambassadeur de la République italienne en Algérie, M. Alberto Cutillo, indique un communiqué des services du Premier ministre. Lors de cette audience, tenue en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Soraya Mouloudji, «les deux parties ont salué les relations privilégiées entre les deux pays, caractérisées par une bonne dynamique dans divers domaines, à la lumière des résultats importants de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Italie en mai 2022, et des rencontres bilatérales qui s'ensuivirent entre les responsables des deux pays à différents niveaux», a précisé la même source. «Compte tenu des liens d'amitié historiques qui unissent les deux pays, les deux parties ont souligné la nécessité de renforcer et d'élargir la coopération scientifique et culturelle pour inclure la recherche et les fouilles archéologiques», ajoute le communiqué. «Il a été convenu d'organiser une conférence scientifique regroupant des spécialistes, des scientifiques et des experts des deux pays, afin d'élaborer un programme de travail aux multiples volets, comprenant la participation aux recherches sur les fouilles archéologiques, la préservation, la gestion et la valorisation du patrimoine archéologique, en sus de la formation et de l'enseignement supérieur dans ce domaine», conclut le communiqué.

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'EAU

La SEAAL prend part à une initiative de sensibilisation à Alger

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a pris part à une initiative sociale novatrice visant à inculquer la culture de la rationalisation de la consommation d'eau aux élèves des écoles primaires, a indiqué hier un communiqué de la société. Lancée par les associations "Chabab el-Kheir" et "Kouba United", cette importante initiative sociale consistait en l'installation de robinets à boutons pressoirs à l'école primaire "Ferhat Daghmoum" dans la commune de Magharia (Alger). Cette initiative a pour objectif de sensibiliser les élèves à l'importance de préserver l'eau, qui s'inscrit dans le cadre de la politique de responsabilité sociale adoptée par SEAAL, précise-t-on de même source. A travers l'installation de ces robinets, la société veut inculquer aux générations montantes la culture de la rationalisation de la consommation d'eau, cette démarche étant "un exemple concret sur la contribution des sociétés à la promotion de la conscience environnementale". Cette initiative sociale reflète également l'engagement de SEAAL à travailler en étroite collaboration avec la société civile et les autorités locales pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), précise la société, souhaitant que cette initiative incite d'autres associations à lancer des projets similaires, et contribuer ainsi à "créer une génération consciente de l'importance de la préservation des ressources en eau".

RACHID HACHICHI DEPUIS HIER À SAINT-PÉTERSBOURG

Sonatrach à la rencontre des principaux producteurs de gaz

Par Sirine R.

Le PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, participe à la treizième session du Forum international du gaz de Saint-Petersbourg, qui se tiendra dans la même ville de la Fédération de Russie, du 8 au 11 octobre courant. Selon un communiqué de la société publique, Hachichi est depuis hier à Saint-Petersbourg, accompagné d'une délégation de haut niveau qui comprend des représentants de Sonatrach, afin de participer à la treizième session du Forum de Saint-Petersbourg.

Ce forum sera l'occasion de mettre en valeur les capacités de Sonatrach et son expérience pionnière dans le domaine de l'industrie gazière, souligne le communiqué. Ainsi, il sera également l'occasion de rencontrer les principaux producteurs de gaz afin de consolider les relations avec les énergéticiens russes et internationaux et discuter des moyens d'enrichir la coopération et d'étudier les opportunités commerciales. Pour rappel, le Forum international du gaz de Saint-Petersbourg, qui se réunira dans sa treizième session, est l'une des

rendez-vous internationaux les plus importants qui abordent tous les sujets liés à la chaîne de valeur de l'industrie gazière et qui étudie les tendances mondiales des marchés du gaz à la lumière des fluctuations géopolitiques actuelles. Une partie de ce forum est également consacrée à la présentation des différentes techniques et technologies utilisées dans ce domaine énergétique. Ce forum comprend également la participation des organes gouvernementaux russes les plus importants et des sociétés énergétiques les plus importantes du monde.

EL OUED

Plus de 11,5 millions de quintaux de pomme de terre d'arrière-saison prévus cette saison

Une production de plus de 11,5 millions de quintaux de pomme de terre d'arrière-saison est attendue dans la wilaya d'El-Oued au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris mardi auprès de la chambre de l'agriculture de la wilaya (CAW). Cette récolte concerne une surface de 33.000 hectares, soit environ 30% de la superficie agricole utile (SAU) de la wilaya,

qui s'élève à plus de 100.000 hectares, a déclaré à l'APS le président de la chambre, Djalloul Athmani. La production de la pomme de terre est concentrée dans la majorité des communes de la wilaya, dont notamment, les neuf communes à vocation agricole, à savoir Magrane, Hassi-Khalifa, Trifaoui, Reguiba, Debila, Ourmas, Mih Ouansa, Oued El Alenda et Nekhla, qui recèlent

d'importantes potentialités de production de ce produit agricole de large consommation. Des marchés nationaux de commercialisation de la pomme de terre sont ouverts au niveau des communes de Hassi-Khalifa, Ourmas, Taghzout et Reguiba, qui disposent de grandes exploitations agricoles, a-t-il souligné. En termes de production, la wilaya d'El-Oued occupe depuis

ces dernières années la première place au niveau national avec une contribution de plus de 30% de la production nationale, et une part de 60% de la valeur de la production végétale locale, a indiqué la même source. La wilaya dispose de nombreuses variétés de pomme de terre, avec un rendement moyen oscillant entre 300 et 350 quintaux à l'hectare.

PROTECTION DES DONNÉES

L'ANPDP signe une convention de coopération avec son homologue mauritanienne

Une convention de coopération a été signée mardi à Alger entre l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) et son homologue mauritanienne, dans le cadre du renforcement de la coopération en matière de formation et d'échange d'expertises. Cette convention a été signée par le président de l'ANPDP, Samir Bourehil et le président de l'Autorité de protection des données à

caractère personnel de la République islamique de Mauritanie, Mohamed el Amine Ould Sidi, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, et de représentants des instances et secteurs concernés. S'exprimant à cette occasion, M. Bourehil a affirmé que cette convention s'inscrivait dans le cadre du "développement d'une coopération bilatérale efficace pour échanger les expériences et les

expertises dans le domaine de la protection des données à caractère personnel". Il a également mis l'accent sur "l'intérêt particulier accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Mauritanie", en témoigne, selon lui, "la cadence et le niveau des visites entre les deux parties". De son côté, M. Mohamed El Amine Ould Sidi a souligné que "la coopéra-

tion multilatérale traduite par les relations fraternelles historiques entre les deux pays a connu un développement remarquable ces dernières années grâce à la volonté politique des dirigeants des deux pays", mettant en avant l'importance de la signature de cette convention qui est de nature à "renforcer l'échange d'expertises entre les deux parties dans le domaine de la protection des données à caractère personnel".

ETATS-UNIS

Le déficit commercial se replie en août

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est fortement replié au mois d'août par rapport au mois précédent, grâce à une hausse sensible des exportations et un recul des importations, selon les données publiées mardi par le département du Commerce. Le déficit des échanges de biens et services avec le reste du monde a atteint 70,4 milliards de dollars en août, en recul de 10,8% par rapport à juillet, soit mieux qu'anticipé par les analystes, qui s'attendaient bien à un recul mais moins marqué, à 71,3

milliards de dollars, selon le consensus publié par briefing.com. Sur un an, le déficit reste cependant en progression de 8,9% en août, soit 47,1 milliards de dollars de plus, a également précisé le département du Commerce, du fait d'une hausse plus marquée des importations que des exportations, signe que la consommation des ménages américains reste toujours soutenue. En août, les exportations sont en hausse de 2% sur un mois, avec une augmentation dans quasiment l'ensemble des secteurs, à l'ex-

ception notable du pétrole et des semi-conducteurs. Du côté des biens, la progression est particulièrement marquée pour les préparations pharmaceutiques, la production d'or ainsi que des pièces et véhicules automobiles, pour les services, le voyage reste le principal vecteur de hausse. Les importations reculent elles de 0,9% en août sur un mois et concernent en premier lieu les biens, avec une baisse marquée pour les matières premières ainsi que le secteur automobile.